

L'Ukraine
l'Europe Orientale
ET LA
Conférence de la Paix

PAR

M. KOUCHNIRE

MEMBRE DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE UKRAINIENNE
A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

BUREAU DE PRESSE UKRAINIEN
PARIS

—
1919

373
—
2637

L'Ukraine
l'Europe Orientale
ET LA
Conférence de la Paix

PAR

M. KOUCHNIRE

MEMBRE DE LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE UKRAINIENNE
A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

BUREAU DE PRESSE UKRAINIEN
PARIS
—
1919

L'UKRAINE - L'EUROPE ORIENTALE

ET LA

CONFÉRENCE DE LA PAIX

AVANT-PROPOS

En réunissant en une seule brochure cette série d'articles écrits depuis avril jusqu'à août 1919 pour les revues et les journaux français, nous tenons à souligner le point de départ de nos raisonnements. Nous nous sommes efforcés de démontrer que toutes les tentatives pour résoudre le problème de l'Europe Orientale sans tenir compte du principe de la libre disposition des peuples sont condamnées d'avance à un échec complet, — que l'ordre ne sera rétabli qu'au moment où tous les nouveaux Etats auront la possibilité d'exprimer librement en ce qui concerne leur avenir, leur volonté par leurs Constituantes, — que lorsqu'avec l'appui matériel et moral de l'Entente ils auront remporté de même que la Russie elle-même la victoire sur le bolchevisme et l'impérialisme.

Nous publions ces articles en ne les modifiant que très légèrement, aucun changement, presque sous la même forme où ils ont paru au moment où se déroulaient en Europe Orientale les événements qui les ont dictés.

M. K.

LA LIBRE DISPOSITION DES PEUPLES ET L'UKRAINE

Aujourd'hui, après les quelques mois de travail de la Conférence de la Paix, tout le monde est arrivé à cette conviction que le grand principe de la libre disposition des peuples n'a été proclamé par les Puissances de l'Entente au cours de leur lutte contre les Empires Centraux que pour avoir un moyen de vaincre leur ennemi.

En effet, la Conférence de la Paix où tous les problèmes sont résolus par les Puissances de l'Entente n'a trouvé la possibilité de réaliser le principe de la libre disposition des peuples qu'en faveur des peuples opprimés par les Empires Centraux.

Les Tchéco-Slovaques, les Yougo-Slaves, les Polonais et les Roumains voient aujourd'hui leurs vœux réalisés grâce à l'appui des Grandes Puissances de l'Entente. Les uns ont vu renouveler les bases de leur Etat, les autres ont obtenu l'unification de tout leur territoire.

Ce grand principe a trouvé une toute autre interprétation de la part des Puissances de l'Entente en ce qui concerne les peuples de l'ancienne Russie et de la Turquie. La Finlande seule, et peut-être l'Arménie, ont, suivant elles, le droit de le réaliser, tandis que tous les autres peuples de l'Europe Orientale tels que les Esthoniens, les Lettons, les Lithuaniens, les Blancs-Ruthènes, les Ukrainiens, les Géorgiens, et d'autres encore doivent, de l'avis des diplomates des Grandes

Puissances, rester dans l'avenir comme dans le passé, sous le joug impérialiste de la Russie.

Il est très caractéristique que les impérialistes de l'Entente, après avoir décidé en principe la reconstitution de la Russie, soutiennent dans la lutte qui se livre contre le bolchevisme en Europe Orientale, les seuls groupes russes qui défendent l'idée de la Russie une et indivisible.

Bien que les Puissances de l'Entente comprennent parfaitement que Koltchak et Denikine, seuls, rencontrent des difficultés trop grandes pour vaincre les bolcheviks, elles ne veulent pas donner néanmoins un appui réel aux nouveaux Etats créés à l'Est de l'Europe, qui liquideraient la domination bolcheviste par le moyen le plus sûr. Quand, au début de cette année, les bolcheviks commencèrent leur offensive contre l'Ukraine, les Puissances de l'Entente, non seulement ne vinrent pas en aide au Gouvernement Ukrainien dans sa lutte contre les bolcheviks, mais, au contraire, par leurs diversions militaires accélérèrent l'occupation de l'Ukraine par l'armée bolchevique. C'est aussi en grande partie grâce à cette circonstance que le gouvernement de Lénine et Trotsky put affaiblir l'armée de Denikine et disloquer aussi l'armée de Koltchak. Actuellement, au lieu de combattre les bolcheviks sur le territoire russe, Denikine porte ses opérations militaires sur le territoire de l'Ukraine.

Or, il n'y a aucun doute que ne voulant pas tenir compte de l'existence de la République Ukrainienne, l'Entente continue à renforcer la domination du bolchevisme par son espérance que Koltchak et Denikine triompheront malgré tout des bolcheviks et reconstitueront l'ancienne Russie.

On commence même à penser (Koltchak et Denikine l'ont avoué depuis longtemps) qu'il est plus avantageux à l'Entente de voir l'Ukraine occupée par les bolcheviks que dirigée par le Directoire Ukrainien, parce que la présence de celui-ci

à Kiev compliquerait trop le plan de reconstitution de la Russie.

Personne n'ignore que du sort de l'Ukraine dépend aussi le sort des autres petits Etats nouvellement formés, tels que l'Esthonie, la Géorgie, etc... Au moment où la République Ukrainienne existera comme un Etat indépendant et souverain, le grand principe de la libre disposition des peuples devra être appliqué sur tout le territoire de l'Europe Orientale; si, au contraire, elle succombe sous les coups de l'impérialisme russe favorisé par l'Entente, ce sera la servitude du peuple ukrainien telle qu'elle existe maintenant sous l'occupation polonaise dans la Galicie Orientale et sous l'occupation de Denikine dans la partie du territoire ukrainien qu'il a réussi à occuper.

Actuellement, le peuple ukrainien au lieu de disposer de soi-même est tombé sous le joug des impérialismes russe et polonais, et subit des persécutions inouïes, parce qu'il ose demander ce qui n'est que juste : la liberté et la souveraineté.

Les chefs de l'Entente ont exprimé maintes fois leur résolution de ne consentir jamais « au partage de la Russie » — comme ils disent, — parce que la Russie a été leur Alliée dans cette dernière guerre et ils pensent qu'il est de leur devoir d'aider les impérialistes russes dans la reconstitution de leur Etat.

Mais cette résolution repose sur une erreur fondamentale. Les Alliés de l'Entente, ce sont tous les peuples de l'ancienne Russie, et beaucoup d'entre eux, tels que les Ukrainiens, les Blancs-Ruthènes, les Lithuaniens et les Géorgiens ont fait plus de sacrifices dans cette guerre que les Russes. D'ailleurs, tout le monde ignore de qui Koltchak et Denikine tiennent le droit de parler au nom de tous les peuples de l'Europe Orientale, et même au nom du peuple russe.

Cette Russie, qui a été l'Alliée de l'Entente, s'est effondrée et n'existe plus aujourd'hui par suite de conditions nationales, politiques et économiques très compliquées et parce qu'aucun peuple, jadis asservi, ne veut plus être l'instrument de l'impérialisme russe.

Or, si les membres de la Conférence de la Paix étaient conséquents avec eux-mêmes dans la réalisation des principes qu'ils ont proclamés, ils devraient reconnaître *de facto* l'existence des peuples nouvellement créés et leurs gouvernements, et demander à ces peuples d'affirmer par l'intermédiaire de leurs Assemblées Nationales leur volonté pour l'avenir.

Au lieu de suivre cette ligne de conduite, nous constatons le fait d'un accord entre les chefs de l'Entente et les impérialistes russes qui, évidemment, ont une affinité psychologique et qui, en fait, après avoir indiqué le but d'anéantir le bolchevisme en Europe Orientale, rétablissent en même temps en associant leurs forces la Russie impérialiste.

Mais cette politique des Grandes Puissances rencontre une très juste et très énergique opposition de la part de tous les partis socialistes de presque de tous les Etats européens; à la dernière Conférence socialiste qui a tenu ses assises à Lucerne, ils se sont prononcés d'une manière catégorique pour la nécessité de reconnaître tous les Etats nouvellement formés en Europe Orientale.

Le principe de la libre disposition des peuples, oublié par la Conférence de la Paix, a trouvé ainsi un défenseur plus conséquent et devant lequel s'ouvre un avenir plus grand et qui, on peut l'espérer, obligera les diplomates actuels de l'Entente ou à changer leur politique ou à remettre leur pouvoir entre d'autres mains. Le premier pas dans cette voie peut être déjà constaté; sous la pression des masses,

les Grandes Puissances de l'Entente ont été obligées de renoncer à l'intervention militaire en Europe Orientale et de se contenter de prêter seulement une aide matérielle à Koltchak et à Denikine.

Mais dans de semblables conditions, ni l'armée de Koltchak disloquée, ni l'armée de Denikine paralysée par les soulèvements intérieurs ne seront capables de reconstituer l'ancienne Russie avec ses propres forces. Il est très significatif que le noyau de l'armée de Denikine, formé de Cosaques du Kouban et du Don, refuse de lutter contre les armées républicaines de Petlioura; la tentative de Denikine d'occuper l'Ukraine finira certainement encore cette année de la même façon que l'occupation de l'Ukraine par l'armée de Lénine et Trotsky ou subira le sort de celle de l'agent allemand en Ukraine : le Général Skoropadsky.

On sait que les diplomates de l'Entente mettent encore leur espoir dans leurs alliés : la Pologne et la Roumanie, et les forcent à aider Koltchak et Denikine non seulement pour écraser le bolchevisme, mais pour asservir presque tous les États nouvellement créés en Europe Orientale.

Pourtant nous sommes sûrs que les intérêts de la Pologne et de la Roumanie sont tout à fait contraires aux aspirations politiques des impérialistes russes, et c'est pourquoi cette dernière tentative de restauration de la Russie à l'aide de la Pologne et de la Roumanie est vouée à un échec complet. De cette façon l'idée de la reconstitution de la Russie par la guerre contre le bolchevisme finira par un fiasco.

Il est clair que les représentants des grandes Puissances après avoir d'abord choisi la restauration de la Russie ne changeront pas leur politique en Europe Orientale et la Conférence de la Paix finira son travail de la même manière qu'elle l'a commencé.

Mais la Conférence de la Paix doit être remplacée par la Société des Nations qui, espérons-le, sera constituée d'une autre manière et comprendra d'autres hommes... La politique des Gouvernements actuels des grandes Puissances, tout le monde le sait, a trouvé une opposition catégorique non seulement chez les socialistes, mais aussi parmi les groupes démocratiques de la bourgeoisie et on peut espérer que le pouvoir passera à des hommes nouveaux qui, sous la pression des masses du peuple, entreront dans une autre voie et trouveront d'autres moyens pour lutter contre les bolcheviks et résoudre les problèmes de l'Europe Orientale.

En tout cas, jusqu'à ce moment, tous les Etats nouvellement créés en Europe Orientale lutteront d'un commun accord jusqu'au bout pour leur liberté et pour la reconnaissance de leurs Etats contre tous les impérialistes, de gauche ou de droite : communistes ou monarchistes, Russes ou Polonais.

Il est hors de doute que tant que le pouvoir restera entre les mains des extrémistes impérialistes ou des bolchevistes communistes, la véritable paix et l'ordre ne peuvent être maintenus en Europe. Ces deux groupements sociaux doivent céder la place aux socialistes et aux démocrates bourgeois qui ont toujours lutté contre l'impérialisme et contre sa conséquence inévitable : les conflits militaires, de même que contre la dictature d'une seule classe qui engendre toujours la guerre sociale.

D'après nous, la politique évolue dans ce sens et cela nous fait espérer que le grand principe de la libre disposition des peuples se réalisera finalement aussi dans l'Europe Orientale.

II

LES DROITS DU PEUPLE UKRAINIEN

A L'INDÉPENDANCE

Au cours de son histoire, le peuple ukrainien a toujours lutté pour sa souveraineté et manifesté à maintes reprises sa volonté et ses aspirations nationales et politiques.

Formé du x^e au xiii^e siècle, l'État Kievien atteignait son plus haut degré de développement au moment où les peuples nomades (Petchenigs, Polovtzy et Tatares), par leurs agressions répétées détruisirent sa force. Au xiii^e siècle, l'État Kievien avait perdu son importance. On comprend que le peuple ukrainien ne pouvait demeurer dans cette situation. Après avoir consolidé ses forces dans l'Ouest, il forma l'État Volhyno-Galicien (provinces de Galicie-Volhynie-Kholme et partie de la Podolie d'aujourd'hui) et prospéra jusqu'à la fin du xiv^e siècle.

Le peuple ukrainien, menacé à l'Est par les Tartarès, qui faisaient trembler toute l'Europe, et tenaient toute l'Europe Orientale sous leur joug, et à l'Ouest par les Polonais, qui désiraient étendre leurs frontières vers l'Est au détriment de l'Ukraine, commença à chercher des Alliés, contre ses ennemis, et trouva les Blancs-Ruthènes et les Lithuaniens.

A la fin du xiv^e et au commencement du xv^e siècle, l'État Lithuanien fut formé avec une large autonomie pour l'Ukraine et la Lithuanie Blanche, et exista sous cette forme

durant deux siècles, se défendant contre l'impérialisme russe et polonais.

Ne pouvant plus résister sur deux fronts, l'Etat Lithuanien conclut en 1569 avec la Pologne, à Lublin, un traité d'union par lequel les terres ukrainiennes furent soumises au régime de la Pologne, et ceux de la Lithuanie et Blanche-Ruthénie gardèrent leur autonomie politique, mais néanmoins comme partie intégrante de la Pologne.

Aussitôt, la noblesse et les sphères cléricales polonaises commencèrent à catholiciser et à poloniser le peuple ukrainien et travaillèrent à l'asservissement complet de l'Ukraine. Le peuple ukrainien y répondit par des révoltes continuelles à la fin du xvi^e et au commencement du xvii^e siècle, défendant d'abord ses droits nationaux, culturels et sociaux dans les limites de la Pologne, puis à partir du règne du célèbre hetman ukrainien Sahaidatchny, avec le but de reconstituer l'Etat souverain ukrainien et sa séparation d'avec la Pologne. Ce but fut atteint par l'hetman Bohdan Khmelnytzky, qui, pendant neuf ans (1648-1657), aidé par tout le peuple ukrainien, défendit, les armes à la main, la souveraineté du peuple ukrainien.

Mais comme la position internationale de l'Ukraine était très compromise et ne pouvait résister longtemps comme Etat indépendant, l'Ukraine signa, en 1654, l'union avec l'empire russe, espérant, avec l'aide de la Moscovie, réunir toutes ses terres et se libérer pour toujours du joug polonais.

Olivier Cromwell et Gustave-Adolphe X conseillèrent à Bohdan Khmelnytzky de ne pas entrer dans une alliance avec la Moscovie, lui montrant tous les inconvénients d'une telle combinaison politique. L'avenir démontra qu'ils ne s'étaient pas trompés.

Bohdan Khmelnytzky le comprit si bien qu'en 1657 il conclut une alliance avec la Suède et la Transylvanie, pour fonder l'indépendance de l'Ukraine contre la Pologne et la Moscovie, car les ennemis historiques du peuple ukrainien trouvèrent un terrain d'entente dans le partage de l'Ukraine entre la Pologne et la Moscovie. Malheureusement, Khmelnytzky mourut en 1657 et ne vit pas les conséquences malheureuses de l'union avec la Moscovie, laquelle, par le traité d'Androussiv (1667), partagea l'Ukraine avec la Pologne. La rive droite du Dnièpr retomba sous la domination polonaise, et la rive gauche, gardant son autonomie, resta sous la domination de la Moscovie.

Le peuple ukrainien et ses chefs ne purent pas souffrir ces partages de l'Ukraine et la disparition de l'Etat; ils tentèrent encore des alliances, tantôt avec la Turquie (hetman Pierre Dorochenko, dans la deuxième partie du xvii^e siècle), tantôt avec la Suède (hetman Jean Mazeppa, au commencement du xviii^e siècle), pour unir les terres ukrainiennes en un seul Etat indépendant et souverain, et les libérer du joug polonais et moscovite.

Mais ces essais n'eurent pas d'heureuses conséquences pour l'Ukraine, et le peuple ukrainien fut obligé de lutter pour ses droits nationaux et politiques, d'abord, en Pologne (au xviii^e siècle), où le peuple ukrainien se révolta encore quelquefois (1768), et ensuite en Moscovie, où l'autonomie exista encore presque jusqu'à la fin du xviii^e siècle.

Enfin, à cause de sa politique impérialiste à l'extérieur et des rivalités intérieures qui existaient continuellement en Pologne, où la vie politique était dirigée par la noblesse et le clergé, la Pologne fut partagée entre l'Autriche, la Prusse et la Moscovie, et, par ce fait, toutes les terres, à l'exception de la Galicie-Bukovine et l'Ukraine hongroise

qui restèrent attachées à l'Autriche-Hongrie, passèrent à la Russie.

Voyant l'impossibilité de faire renaître l'indépendance de l'Ukraine, les leaders ukrainiens s'assignèrent comme but politique d'instaurer l'autonomie des terres ukrainiennes dans les limites de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, demandant, durant tout le XIX^e siècle, le rattachement de tous les Etats unitaires aux Etats fédéraux, pour que les terres ukrainiennes deviennent dans ces deux Etats des Etats distincts.

De telles revendications furent présentées par les députés ukrainiens en 1767, dans le soi-disant « parlement » convoqué par Catherine II, afin d'entendre la volonté des peuples de la Russie. Les députés ukrainiens, au nombre de 70, réclamèrent à l'unanimité l'autonomie pour l'Ukraine, en se basant sur le traité de Pereiaslav (1654) et sur les autres traités que l'Ukraine avait conclus avec le Gouvernement russe. On sait que Catherine II abolit, en 1764, l'autonomie de l'Ukraine, et divisa le pays en provinces russes ordinaires.

En Autriche-Hongrie, les Ukrainiens demandèrent la réunion de la Galicie, de la Bukovine et de la Hongrie Ukrainienne, en un seul Etat ukrainien : cette revendication fut présentée par les députés ukrainiens au Parlement autrichien, pendant la révolution de 1848.

Mais, en réalité, les terres ukrainiennes n'avaient aucune autonomie, ni en Russie, ni en Autriche-Hongrie ; au contraire, en Russie, le gouvernement tzariste défendit même de se servir de la langue ukrainienne, non seulement dans les écoles, mais aussi dans les administrations.

Ainsi, l'ukaze d'Alexandre II, en 1865 et en 1876, défendirent même la publication des livres, des journaux, etc..., à l'exception des chefs-d'œuvre de la littéra-

ture classique et des souvenirs historiques, comme les annales, les mémoires, etc...

Le peuple ukrainien n'avait, en Russie, jusqu'à la première révolution russe, aucune école, aucun journal, ni aucune institution nationale intellectuelle.

La première Révolution en Russie ne donna que la possibilité de publier des livres et des journaux en langue ukrainienne, et de se servir de cette langue dans les institutions intellectuelles tandis que, dans dans les écoles et les administrations, elle resta interdite jusqu'à la Révolution de 1917.

Pendant la guerre de 1914-1917, les franchises obtenues lors de la première révolution furent supprimées. En Autriche, au contraire, où la Constitution garantissait tous les droits du développement national, le peuple ukrainien a réussi à établir sa presse, fonder des écoles nationales et beaucoup d'institutions nationales-culturelles, indépendantes du gouvernement austro-hongrois qui transmet le pouvoir aux Polonais. La noblesse polonaise faisait tous ses efforts pour empêcher le développement de la civilisation ukrainienne et asservir les paysans et ouvriers ukrainiens.

Pour cette raison, le principal but des leaders ukrainiens, pendant toute la période du XIX^e siècle, avait été d'obtenir une autonomie pour les terres ukrainiennes et le système fédéral de ces Etats, ou des terres ukrainiennes qui en faisaient partie.

Les députés ukrainiens formulaient cette exigence au parlement de Vienne et de Léopol (Lemberg) et aussi dans les organes municipaux et dans le premier et le deuxième parlement russe.

Dans le premier parlement russe, sur cent-vingt députés d'Ukraine, quatre-vingt Ukrainiens furent élus, et dans le deuxième, environ soixante-dix, et tous firent souvent

entendre des réclamations, exigeant l'indépendance de l'Ukraine sous forme d'autonomie.

Le gouvernement russe était hostile aux aspirations des Ukrainiens dont il poursuivit même les leaders, ferma les institutions culturelles et scientifiques (*Prosvita*, par exemple), et surtout au moment du ministère Stolypine (1910), prit des mesures spéciales qui furent même ratifiées par le Sénat.

Cette politique du gouvernement tzariste russe a eu pour résultat de susciter un esprit révolutionnaire dans le peuple ukrainien, qui prit, avec les autres peuples de la Russie, une part très active à la révolution russe.

En fait, dans les premiers mois de la révolution, les intellectuels, les ouvriers, les paysans et les cosaques (soldats) ukrainiens, commencèrent à réaliser unanimement leurs revendications politiques.

Après de nombreux congrès où assistèrent des milliers de députés appartenant à toutes les classes, les Ukrainiens organisèrent, au mois de Juin 1917, un Parlement provisoire, la *Rada Centrale Ukrainienne*, qui fonctionna comme pouvoir suprême du peuple ukrainien, jusqu'au 29 avril 1918.

Voyant que le gouvernement révolutionnaire russe du prince Lwoff et de Kerenski était aussi hostile aux aspirations du peuple ukrainien, la *Rada Centrale Ukrainienne* proclama l'autonomie de l'Ukraine, en Juin 1917, et obligea par ce fait le gouvernement provisoire russe à sanctionner cette proclamation d'autonomie.

La *Rada Centrale Ukrainienne*, formée de 813 députés (600 Ukrainiens, 80 Russes, 70 Juifs, 20 Polonais et un certain nombre de députés, Moldaves, Tchèques, Blancs Ruthènes et autres nationalités de l'Ukraine) avait une grande autorité sur les masses populaires qui lui confièrent toute

la direction politique, et attendirent tranquillement les évènements sans prendre part aux révoltes, qui commençaient déjà en Russie. D'autres peuples de Russie imitèrent l'Ukraine et organisèrent aussi des parlements provisoires. Le gouvernement provisoire russe lui-même, constatant les grands services rendus par la *Rada Centrale*, décida d'organiser aussi, pour la Russie, un préparlement semblable.

Dans le but de transformer la Russie en république fédérative, contre laquelle la plus grande partie des partis politiques russes opposa son *veto*, la *Rada Centrale* convoqua le congrès des peuples à Kiev.

Presque tous les peuples de la Russie y prirent part (Ukrainiens, Géorgiens, Esthoniens, Lettons, Lithuaniens, Blancs-Ruthènes, Tatares, Juifs, Moldaves et autres), à l'exception des Russes, et décidèrent, à l'unanimité, que pour la transformation de la Russie en fédération, on ne pouvait pas se contenter de la seule Constituante russe, mais qu'il fallait absolument convoquer les Constituantes nationales qui pourraient ratifier et signer le traité fédératif.

En attendant, les élections à la Constituante russe eurent lieu et fournirent la preuve de la force de l'Ukraine; sur 150 députés de l'Ukraine, 115 candidats ukrainiens furent élus, tandis que les autres nationalités de l'Ukraine n'élirent que 35 députés. Le même résultat fut obtenu par les Ukrainiens aux élections des conseils locaux.

Les élections aux conseils locaux donnèrent 80 % aux Ukrainiens et aux conseils municipaux 50 o/o, car les villes sont habitées par 50 % d'autres peuples.

Il se produisit alors en Russie un changement gouvernemental et les bolcheviks prirent le pouvoir. La *Rada Centrale*, ne voulant pas reconnaître le pouvoir de Lénine, proclama, en Ukraine, une république populaire indépendante, en novembre 1917.

Se rendant compte de l'impossibilité de transformer la Russie en république fédérative, elle proclama, en janvier, la souveraineté et l'indépendance de la République démocratique ukrainienne, nécessitée par sa position internationale.

En même temps, commencèrent les élections pour la Constituante ukrainienne qui devait se composer de plus de 300 députés.

Ces élections montrèrent, une fois de plus, la force ukrainienne, car sur 230 députés élus au moment de l'invasion des bolcheviks, qui déclarèrent la guerre à l'Ukraine, il manqua 80 députés, les élections dans les provinces de Kharkiv, Kerson, et dans trois districts de Tauride, n'ayant pu se faire; les Ukrainiens en eurent 175.

C'est alors, ainsi que chacun le sait, que par le jeu du traité de Brest-Litowsk, les Allemands occupèrent, de leur propre autorité, l'Ukraine avec une armée de près de 500.000 hommes. Ils dispersèrent la *Rada Centrale*, empêchèrent la convocation de la Rada législative, et nommèrent le général russe Skoropadsky, comme hetman, avec le pouvoir suprême.

Les partis politiques ukrainiens ne prirent aucune part dans la politique de violence qui fut exercée sur le peuple ukrainien et organisèrent, au contraire, l'Union Nationale Ukrainienne. Ils firent, en novembre 1918, une révolution contre l'hetman et les Allemands qui le soutenaient, de concert avec les monarchistes russes et obtinrent, en décembre, une éclatante victoire sur les ennemis qui violentaient la volonté du peuple et la souveraineté ukrainienne.

Les masses populaires ukrainiennes soutinrent le Direc-

toire de la République démocratique ukrainienne et démontrèrent aux peuples du monde entier qu'elles étaient fermement résolues à toujours défendre leur indépendance.

Les élections au Congrès travailliste que le Directoire décida de convoquer à la place du vrai parlement (car dans la situation où se trouvait l'Ukraine, en janvier 1918, il était impossible d'agir autrement), donnèrent encore une fois de plus la preuve de la force ukrainienne, car sur 350 députés élus, les Ukrainiens en eurent 250.

Ce Congrès travailliste décida de laisser le pouvoir suprême au Directoire jusqu'à la convocation du parlement, et de défendre toujours la souveraineté et l'indépendance de la République démocratique ukrainienne contre quiconque désirerait s'appropriier le territoire ukrainien. Pendant ce temps se déclara la révolution en Autriche-Hongrie et les peuples de cet Empire décidèrent de former une république nationale, ou de se rattacher à ceux des États voisins, les plus proches d'eux par la race et la civilisation.

Les terres ukrainiennes d'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire la Galicie, la Bukovine et l'Ukraine Hongroise, formèrent une république ukrainienne occidentale, laquelle, en décembre 1918 et en janvier 1919, se rattacha à la grande République ukrainienne.

La guerre et la révolution ayant permis au peuple ukrainien de faire l'union de toutes ses terres en une seule république indépendante, son rêve traditionnel commence à se réaliser.

Mais les ennemis de l'indépendance ukrainienne décidèrent d'empêcher l'union de tous les Ukrainiens en une seule république démocratique indépendante et commencèrent d'attaquer l'Ukraine sur toute l'étendue de son territoire.

Les bolcheviks russes, les Polonais, les Roumains, les Tchéco-Slovaques et des détachements de Denikine, soutenus par l'armée française, cernèrent l'Ukraine de tous les côtés, et obligèrent l'armée républicaine du Directoire ukrainien à leur céder une partie du territoire.

Les Polonais et les Roumains occupèrent les parties ukrainiennes de la Bukovine et de la Galicie, les Tchéco-Slovaques l'Ukraine hongroise, les bolchéviks russes, toute la rive gauche et une partie de la rive droite du *Dnièpr*, et l'armée de Denikine une partie de l'Ukraine méridionale.

Le peuple ukrainien, décidé à défendre sa patrie jusqu'au bout, répondit par des révoltes en masses, dans toutes les parties de l'Ukraine, et, d'accord avec l'armée du Directoire, commença par chasser les bolcheviks russes d'une partie de la rive droite et de la rive gauche du *Dnièpr* et les Denikinistes du Sud de l'Ukraine.

Le peuple ukrainien lutte pour l'ordre et le droit dans son pays. Si l'Entente désire aussi mettre l'ordre et la paix en Orient, elle devrait soutenir le peuple ukrainien dans sa lutte, l'aider à libérer son pays de l'occupation étrangère et remettre l'ordre dans ce pays, car il a montré, par son parlement, ce qu'il désire et pourquoi il lutte.

Ce qui est caractéristique, c'est qu'au bout de deux ans d'existence, la République et le gouvernement ukrainien ont réussi à fonder deux universités d'Etat (à Kiev et Kamehets), une Université populaire à Kiev, l'Université particulière, à Poltava, l'Académie des Sciences (à Kiev), environ 150 écoles supérieures, dont une centaine dans les campagnes pour les paysans, des milliers d'écoles primaires, dans les campagnes et dans les villes qui avaient autrefois des écoles russes, des centaines de séminaires et d'instituts pour former des instituteurs qui ont été aussi transformés de russes en ukrainiens.

Il faut encore souligner que le peuple ukrainien a créé plus de 300 journaux et revues, des centaines de maisons d'éditions qui publièrent une dizaine de millions de volumes ukrainiens populaires et de monographies sur les problèmes de sciences d'art et théâtre.

Ces faits doivent indiquer à tout homme politique le chemin qu'il faut prendre pour résoudre le problème ukrainien!

III

POURQUOI LES UKRAINIENS

LUTTENT POUR LEUR INDEPENDANCE

Après la chute de l'Etat Kiévien, sous les coups des Tatares, au xiii^e siècle, et après la chute de l'Etat de Volhynie-Galicie, au xiv^e siècle, le peuple ukrainien a lutté depuis cinq siècles pour son indépendance, malheureusement sans résultats satisfaisants pour lui.

Durant cinq siècles, le peuple ukrainien a éprouvé les déboires de l'asservissement sous trois Etats différents : lithuanien, de la fin du xiv^e siècle à 1569; polonais, de 1569 au xviii^e siècle, et russe, de 1654 à 1918.

L'histoire démontre que c'est seulement sous la domination lithuanienne, où le peuple ukrainien avait une assez large autonomie politique qu'il a pu librement développer sa civilisation et sa vie nationale.

La Pologne et la Russie, non seulement, n'ont jamais garanti le libre développement national-culturel, social et économique de l'Ukraine, mais, au contraire, ces deux nations ont employé tous les moyens pour faire disparaître même l'existence du peuple ukrainien, comme nation, par le système de la polonisation et de la russification.

Luttant pour sa liberté et son indépendance contre la Pologne, le peuple ukrainien s'est délivré du joug polo-

nais par la force des armes, et a créé sa République, sous l'hetman Bohdan Khmelnytzki. Pour unir complètement toutes les terres ukrainiennes et se garantir de l'impérialisme polonais, il a conclu, en 1654, l'Union avec l'État russe, ce qui, malheureusement pour l'Ukraine, amena de tragiques conséquences, car, en 1667, la Pologne et la Russie partagèrent l'Ukraine; et la Russie n'a pas seulement détruit l'autonomie de l'Ukraine, mais, en annexant, après le partage de la Pologne, les terres de la rive droite du Dniépr, a employé la même méthode que la Pologne.

Durant cette période d'asservissement (près de 150 ans), le Gouvernement Russe, non seulement persécuta de la façon la plus terrible les leaders de la politique ukrainienne et détruisit sa culture, mais il fit aussi tous les efforts possibles pour forcer les masses populaires à oublier leur langue maternelle et à devenir Russes, pour déraciner la psychologie nationale ukrainienne et transformer le peuple ukrainien en machine, pour son expansion dans les Balkans et la Méditerranée. Le peuple ukrainien, en se révoltant les armes à la main, a su former une République nationale et lutter courageusement contre tous les ennemis qui combattent son indépendance.

L'asservissement durant des siècles a prouvé aux Ukrainiens que la Pologne et la Russie ne peuvent et ne pourront jamais être ses Alliés sincères et qu'ils ne renonceront jamais à leur but qui est de détruire le peuple ukrainien en tant que nation afin de satisfaire par là leurs buts impérialistes.

Le peuple ukrainien ne peut entrer dans aucune alliance avec la Pologne et la Russie, car malgré les motifs politiques et économiques, le sentiment de self-défense nationale empêchera les Ukrainiens d'entretenir avec eux des relations politiques.

C'est un fait historique que, dans la République démocratique Ukrainienne, la liberté entière relative au développement national est légalement assurée à tous les peuples minoritaires de l'Ukraine (chose qui n'existe dans aucun autre pays) ayant, pour ce but, ses ministères spéciaux, Juifs, Polonais, Russes, etc., pendant que la Pologne et la Russie, durant leur domination sur le peuple ukrainien, n'ont même pas seulement permis la création d'aucune école nationale ukrainienne, l'édition des livres, journaux, etc.

Ainsi, chaque Ukrainien comprend la lutte pour l'indépendance comme la lutte pour l'avenir de sa nation, et surtout pour son droit de développer la civilisation nationale; ces points, ni la Pologne, ni la Russie ne veulent les reconnaître, ne voulant même pas reconnaître les Ukrainiens pour un peuple.

Cette lutte dure depuis quelques siècles, et aujourd'hui encore, au xx^e siècle, quand tous les peuples ont le droit de déterminer leur mode de vivre, les Polonais et les Russes ne veulent pas reconnaître ce droit au peuple Ukrainien et veulent à tout prix imposer leur culture, leur langue et leur psychologie.

Pour cette raison, les Ukrainiens n'ont jamais pris au sérieux les propositions polonaises et russes, au sujet d'une large autonomie des terres ukrainiennes, dans les limites de la Pologne et de la Russie, car les Polonais et les Russes comprennent cette autonomie comme un nouveau moyen de dominer le peuple ukrainien. C'est un fait historique bien connu que, pendant que les Ukrainiens exigeaient la séparation de la Galicie — ukrainienne et polonaise — les Polonais, ayant le pouvoir en mains dans toute la Galicie, luttèrent toujours contre cette revendication, croyant, par ce moyen, pouvoir poloniser les masses populaires ukrainiennes.

Est-ce que ce ne sont pas les mêmes Polonais qui ont empêché la fondation de l'Université ukrainienne à Lwiv (Lemberg) consentie par le Gouvernement autrichien?

Est-ce que ce sont pas les mêmes Polonais qui ont aussi empêché la fondation des écoles primaires et secondaires ukrainiennes, etc.?

Les Ukrainiens ne peuvent pas avoir confiance dans ce peuple qui, pendant que l'armée russe occupait la Galicie ukrainienne, consentait à ce qu'elle fût rattachée à la Russie, et la Galicie polonaise à la Pologne; et qui, aujourd'hui, profitant de la situation critique de l'Ukraine, détient non seulement la Galicie ukrainienne, mais une partie de la Volhynie, Kholm et Pidlache, soutenant par leur offensive les bolcheviks que l'Ukraine combat de toutes ses forces.

Dans les Russes, les Ukrainiens ne peuvent également pas avoir confiance, car tous les Russes sans distinction de parti, aussi bien les monarchistes que les bolcheviks sont hostiles à l'indépendance de l'Ukraine, et ne reconnaissent même pas au peuple ukrainien le droit de fixer lui-même sa culture nationale, mais l'obligent à apprendre la langue et à adopter la culture russe.

N'est-il pas vrai que le Gouvernement Provisoire Russe, composé des cadets et socialistes russes, n'a reconnu l'autonomie de l'Ukraine votée par la Rada Centrale que sous la menace d'un conflit armé?

N'est-ce pas la démocratie russe, qui, avant d'être remplacée par les bolcheviks, a empêché par tous les moyens : refus d'argent au Gouvernement ukrainien, et immixtion systématique dans les affaires intérieures ukrainiennes, l'organisation de l'ordre et de l'autonomie de l'Ukraine; mais elle ne s'opposa ni aux bolcheviks qui, par deux fois, déclarèrent la guerre au Gouvernement Ukrainien, sans provocation de sa part, simplement pour occuper le territoire

ukrainien, ni aux monarchistes russes, qui restèrent les mêmes oppresseurs que sous le régime tzariste. Tous les autres partis politiques russes se croient encore aujourd'hui maîtres de tous ces peuples qui ont rompu avec la Russie et luttent pour leur indépendance.

Sachant que, dans la Constituante russe, il y aura toujours une majorité de députés russes, car le peuple russe est plus nombreux que l'ensemble des autres, ils veulent, à tout prix que ce soit la Constituante russe, c'est-à-dire, la majorité des députés russes qui décide, comme avant, du sort des autres peuples. Aussi, quand la Rada Centrale Ukrainienne convoqua, en 1917, le Congrès des peuples pour trouver un moyen de transformer la Russie en une République fédérative, tous les peuples sont venus, sauf les Russes, qui, en majorité, ne furent jamais partisans de la transformation de la Russie en une Fédération, consentant simplement comme une faveur, à n'offrir aux peuples de l'ancienne Russie qu'une autonomie, et encore pas à tous.

Les Russes n'ont, jusqu'à aujourd'hui, encore rien appris : ils vivent de chimères; ils se figurent toujours que la Russie n'est pas encore disloquée, qu'elle existe toujours, qu'il est survenu tout simplement un petit malentendu, qui sera dissipé lorsqu'apparaîtra un Gouvernement panrusse quelconque, que l'on convoquera la Constituante panrusse, et que les députés russes examineront toutes les affaires et statueront sur l'opportunité des mesures à prendre.

Les adeptes de ce point de vue appartiennent à des groupes russes qui désirent une Fédération, seulement d'un type spécial russe, car pour former une Fédération générale, il faut convoquer les Constituantes de tous les peuples de l'ancienne Russie, et, après leur consentement, en former une. Même tous les fédéralistes russes rêvent de laisser

le pouvoir suprême aux mains de la Centrale et reconnaître la souveraineté de la Centrale russe sur les autres républiques, espérant, par ce fait, décider du sort de tous les autres peuples, s'immiscer dans les affaires intérieures des autres républiques fédérées, imposant à tous la culture et la langue russe, son système politique et la politique économique.

En dehors des ennemis du système fédéraliste, les Russes fédéralistes eux-mêmes prennent la Fédération russe pour la domination politique du peuple Russe, comme une république nationale, dans laquelle tous les autres peuples n'auraient qu'une importance secondaire et serviraient à l'expansion russe aussi bien en Europe qu'en Asie. Les Ukrainiens, comme tous les autres peuples n'ignorent pas ce sentiment et se méfient de toutes les avances des Russes, qui proclament le droit de libre disposition des peuples, et, en réalité, ne veulent pas convoquer les Constituantes nationales de tous les peuples intéressés.

Si on compare les intérêts économiques du peuple Russe et Ukrainien, on remarque aussitôt qu'ils sont contraires les uns aux autres. Prenant l'Ukraine pour une colonie russe, ils l'exploitaient économiquement, se préoccupant simplement de leurs propres intérêts, au détriment de l'Ukraine. Voilà pourquoi, le Gouvernement Russe dépensait tous les ans de 300 à 400 millions de roubles, sur les produits de l'Ukraine, pour le développement économique de la Russie, et seulement 500 millions pour le développement de l'Ukraine pendant que l'Ukraine lui apportait 800 à 1.000 millions par an.

Isolant la Russie par des droits élevés de douanes, le Gouvernement Russe ne soutenait le développement de l'industrie qu'en Grande Russie, dont l'Ukraine devenait

tout simplement une colonie destinée à recevoir les produits textiles, industriels et autres.

L'industrie en Ukraine ne s'est développée que grâce aux capitaux étrangers, qui, dans les derniers cinquante ans, permirent de commencer l'exploitation des mines de charbon et la métallurgie.

La politique des banques aussi a été poursuivie dans l'intérêt de la Russie et au détriment de l'Ukraine, car les banques principales, par leurs succursales en Ukraine, n'ont jamais aidé au développement de l'industrie et du commerce ukrainien; au contraire, elles concentraient les capitaux à Pétrograde et à Moscou, et subventionnaient l'industrie et le commerce russes.

Jusqu'en 1918, il n'existait en Ukraine que 15 banques ukrainiennes et environ 150 succursales des banques russes. Les coopératives russes suivaient la même politique de finance, et s'efforçaient toujours de concentrer par leurs succursales les crédits coopératifs à Moscou, en luttant contre la banque de Crédit ukrainien à Kiev, qui voulait concentrer dans ses mains le crédit national pour les paysans. Quelque partie ou branche de l'économie nationale que l'on considère, que ce soit les transports, les finances, etc., toujours l'on voit les groupements russes, politiques ou industriels, exploiter l'Ukraine.

La Russie et l'Ukraine ne sont presque pas liées économiquement. L'industrie ukrainienne des mines de charbon et de la métallurgie ne travaillait que pour le marché de l'Ukraine. Les céréales ukrainiennes s'exportaient en Europe Occidentale et jamais en Russie, si on ne considère pas la Pologne comme une partie de la Russie.

Les lignes de chemin de fer ukrainiennes et les ports de la mer Noire n'avaient aucune importance au point de vue

de l'importation et de l'exportation pour la Russie en général, et ils ne jouaient un grand rôle que pour l'Ukraine.

De ses produits industriels, il n'y a que le sucre que l'Ukraine exportait en grande quantité en Russie.

Il est de toute évidence et on vient de le prouver tant par des arguments que par des preuves, que l'Ukraine libre et indépendante est assez forte pour diriger ses destinées et se développer librement, sans la Russie, aussi bien que la Russie sans l'Ukraine, si l'on écarte l'idée que l'Ukraine est une colonie pour la Russie et que le Gouvernement Russe, importait, on ne sait pour quelle raison, 300 à 400 millions de roubles de produits ukrainiens pour les besoins de la Russie.

En 1918, le budget ukrainien avait quelques centaines de millions de déficit, à cause de la situation économique lamentable, alors qu'en Russie, grâce au régime bolcheviste, le déficit monte à quelques milliards.

Toutes ces raisons ont obligé le peuple ukrainien à lutter pour la réunion de tous les territoires ukrainiens en une seule République indépendante et souveraine.

Depuis deux ans, il défend sa liberté, et ne permettra jamais ni aux gouvernements, ni aux peuples étrangers, ni à un groupe quelconque, de décider de son sort, contre sa volonté.

La démocratie ukrainienne se place au même point de vue, c'est-à-dire que seule la Constituante Ukrainienne peut décider de l'existence de la République indépendante ukrainienne, envahie de toutes parts par des ennemis qui la convoitent parce qu'elle est un des pays les plus riches de l'Europe.

IV

ORGANISATION DE L'ÉTAT ET ÉVÈNEMENTS POLITIQUES EN UKRAINE

Le peuple ukrainien avait bien acquis, en 1917, le droit de restaurer l'indépendance de son pays qui était, depuis deux siècles, sous la domination polono-russe. Il sut organiser un régime vraiment démocratique, en procédant de son propre chef aux réformes sociales et politiques indispensables pour la liberté, l'ordre et la tranquillité locale.

L'histoire de l'Etat ukrainien, depuis deux ans, se divise en trois périodes : 1° la Rada Centrale (Parlement provisoire ukrainien); 2° le pouvoir réactionnaire de l'hetman, et 3° le Directoire de la République Ukrainienne.

a) — Le Pouvoir de la Rada Centrale Ukrainienne.

Cette première période peut être subdivisée, à son tour, en deux phases :

L'une, qui va de la proclamation de l'autonomie de l'Ukraine par le premier « Universal » (manifeste) du 23/VI 1917, à la transformation de l'autonomie en République Ukrainienne par le troisième « Universal » du 20/XI 1917.

L'autre, qui va du troisième « Universal » au coup d'Etat par l'Hetman (29/5 1918).

Au cours de la deuxième révolution russe, les partis politiques ukrainiens et leurs dirigeants, ainsi que les cultivateurs, les ouvriers, les soldats qui y prirent part, montrèrent une très grande activité et un véritable enthousiasme, en même temps qu'une énergie créatrice dans le renouvellement de l'Etat et dans l'établissement d'un pouvoir stable sur toute l'étendue du territoire ukrainien.

Une effervescence, — c'est le mot véritable, — se manifesta en faveur de la révolution russe, depuis la fin de février jusqu'à la fin de mai 1917.

En Ukraine, pendant ces trois mois, il y eut de nombreux Congrès au cours desquels fut élaboré un programme pour la recherche des moyens les plus propres à solutionner heureusement les affaires du pays.

Le premier Congrès national ukrainien qui eut lieu à Kiev, les 21-23 avril 1917, et auquel assistèrent plus de 1.000 délégués, établit la Rada Centrale, pouvoir futur de l'Ukraine. Ensuite, au mois de mai ce fut le premier et le deuxième Congrès des soldats. Au premier Congrès, il vint plus de 1.000 soldats représentant 1.500.000 soldats de l'armée Ukrainienne; au deuxième Congrès, il en vint 1.700 représentant 2.200.000. Au mois de mai de la même année se tint aussi le premier Congrès de cultivateurs auquel prirent part plus de 2.000 délégués de toutes les communes de l'Ukraine. Enfin, au mois de juin suivant, ce fut le Congrès des ouvriers auquel participèrent plus de 200 délégués de tous les centres ouvriers de l'Ukraine.

Le premier Congrès national avait formé la Rada en lui donnant 50 députés. Les Congrès complétèrent la Rada Centrale Ukrainienne avec leurs députés, le Congrès des cultivateurs donnant 300 représentants, celui des soldats 150 et celui des ouvriers 100. La Rada comprenait ainsi 600 membres.

Tous ces Congrès avaient reconnu solennellement la Rada Centrale ukrainienne comme le pouvoir suprême du peuple ukrainien et lui donnèrent mandat d'exiger du gouvernement provisoire russe du prince Lvov, la reconnaissance de l'autonomie ukrainienne.

La Rada Centrale ukrainienne décida de se réunir en séance parlementaire périodiquement deux fois par mois, mais elle élit un Comité ou « petite Rada » composée de 50 députés pour le travail parlementaire courant. Après cette élection, la Rada envoya une délégation spéciale près du Gouvernement provisoire russe à Pétrograd, afin de s'entendre avec lui au sujet de l'autonomie ukrainienne. Mais le gouvernement russe se déclara hostile au projet et refusa d'étudier la demande. C'est alors que la Rada Centrale ukrainienne s'appuyant sur la volonté du peuple ukrainien manifestée par le premier Universal et sur les forces armées, proclama elle-même l'autonomie ukrainienne et organisa le pouvoir exécutif qu'elle appela le Secrétariat général.

Ces faits amenèrent le Gouvernement provisoire russe à engager des pourparlers. Des délégués, MM. Tseretelli et Terestchenko, vinrent à Kiev, et, au mois de juillet 1917, munis de pleins pouvoirs, signèrent la reconnaissance de l'autonomie ukrainienne, avec le Président du Secrétariat Général Ukrainien, M. Vinnitchenko. L'autonomie s'étendait sur les provinces de Volhynie, Podolie, Kiév, Kherson, Katherinoslav, Tauride, Kharkiv, Poltava et Tchernyhiv. Tous ces territoires étaient sous le Gouvernement du Secrétariat Général Ukrainien, et la Rada Centrale y remplissait le rôle du Parlement. De ce fait, la Rada Centrale se compléta par les députés d'autres nationalités de l'Ukraine. Voici quelle était la proportion des nationalités : les Russes avaient élu 80 députés, les Israélites 75, les Polonais 20, et les autres peuples (Moldaves, Blancs-Russiens, Tchèques)

20 députés, l'ensemble des minorités populaires comptait 200 députés. Jusqu'au coup d'Etat bolcheviste, le gouvernement ukrainien et la Rada Centrale consacèrent leur travail et leur énergie à la réforme du pays, à l'organisation constitutionnelle. Ils s'employèrent à préparer la population à participer aux élections aux Constituantes russe et ukrainienne, à créer d'une façon stable la loi constitutionnelle ukrainienne et russe, à réformer et à améliorer le sort des ouvriers.

D'abord, dans toute l'Ukraine, on procéda aux élections municipales ainsi qu'aux élections des conseils populaires en se basant sur les principes des lois démocratiques. Les moyens employés étaient conformes aux aspirations du nouveau régime.

En même temps, le gouvernement ukrainien prenait toutes mesures pour pouvoir utilement continuer la guerre contre les Empires Centraux. Dans ce but, les régiments et les divisions ukrainiennes subirent une refonte et une reconstitution totale pour tenir le front ukrainien depuis Odessa jusqu'à Brest-Litovsk.

Le Gouvernement Russe ne tarda pas à manifester son hostilité envers l'Ukraine autonome. Il s'immisça de nouveau dans ses affaires intérieures, lui interdisant d'avoir une armée nombreuse, essayant de restreindre son autonomie et ne voulant lui reconnaître que cinq provinces sur neuf. Il dénia enfin au gouvernement ukrainien le droit de recrutement pour l'armée, les chemins de fer, la justice et les postes et télégraphes.

Cette intrusion, outre qu'elle restreignait considérablement les droits légitimes de l'Ukraine, arrêtait tous les organismes de la vie politique et empêchait la continuation de la guerre.

Pendant ce temps-là, la propagande bolcheviste provo-

quait la décomposition de l'armée russe. Celle-ci, bientôt, ne put continuer la guerre contre les Empires Centraux, ne reconnaissant ni l'autorité du gouvernement, ni la discipline. Ainsi, lorsque le gouvernement de Kerensky recommença l'offensive en Galicie, les bataillons et régiments ukrainiens réussirent à progresser, tandis que les régiments russes refusèrent de se battre. Tels furent les véritables motifs des insuccès militaires.

En présence de ces faits, l'évacuation de toute la Galicie et de la Bukovine fut décidée.

Après la défaite de Galicie, et, aussi, par suite de l'indifférence criminelle de Kerensky, la propagande bolcheviste se répandit en Ukraine avec plus d'ampleur et la rendit incapable de continuer la guerre.

Une faute non moins grave fut aussi commise par le gouvernement russe par le retard apporté à la convocation de la Constituante russe qui pouvait jouer un rôle bienfaisant si elle avait été convoquée en temps et lieu.

D'autre part, sur le front ainsi que dans l'intérieur du pays, le désaccord se manifesta entre les partis modérés et socialistes. Aussi, le pouvoir de Kerensky fut-il ébranlé à tel point que, manquant complètement de soutien, il ne tarda pas à s'écrouler sous la pression bolcheviste. Il faut dire, du reste, que le gouvernement russe, ainsi que les partis politiques russes, n'avaient pas compris le grand rôle que pouvait jouer la renaissance des différents peuples. En se montrant hostiles aux tendances nationales, ils se sont discrédités aussi bien devant ces peuples que devant leurs gouvernements.

Quand les bolchevistes arrivèrent au pouvoir en Russie, non seulement l'Ukraine, mais aussi le Don, le Kouban, la Géorgie, l'Esthonie, la Lithuanie, la Lettonie, la Russie Blanche avaient gardé leurs gouvernements respectifs, et

n'avaient pas reconnu le pouvoir bolcheviste. Aussi les bolchevistes menèrent-ils une campagne contre ces différents peuples.

La Rada Centrale ukrainienne, n'ayant pas reconnu le pouvoir de Lénine et de Trotsky, proclama la République Populaire Ukrainienne indépendante. D'accord avec les gouvernements du Don, de Kouban et de Roumanie, elle espérait pouvoir continuer la guerre contre les Empires Centraux, car auprès du gouvernement ukrainien, existaient des représentants de l'Entente : le général Tabouis pour la France, M. Bagee pour l'Angleterre et le général Coanda pour la Roumanie.

Mais le gouvernement bolcheviste décida de démobiliser l'armée, de conclure un armistice avec les Empires Centraux et de faire la guerre à l'Ukraine. Celle-ci était dans l'incapacité de continuer la guerre. Les armées du front roumain et du Sud-Ouest commençaient à évacuer les positions qu'elles occupaient et, au lieu de continuer la guerre contre les Empires Centraux, se livraient à la guerre civile sous l'influence bolcheviste.

Les régiments ukrainiens restèrent cependant encore un mois sur le front. Mais bientôt le manque de vivres, le désarroi dans les transports, le manque d'argent qui était retenu par les bolcheviks, le non-paiement des soldes, la mirent dans l'incapacité de faire quoi que ce soit.

En présence de ces faits, le gouvernement ukrainien ainsi que le gouvernement roumain se virent dans l'obligation de conclure la paix avec les Empires Centraux.

Le gouvernement ukrainien se trouvait dans une situation très difficile. Comme l'armée bolcheviste occupait une grande partie du territoire ukrainien avec la capitale, Kiev, et qu'il n'avait pas la possibilité de se défendre utilement, il fut acculé à conclure la paix de Brest-Litovsk.

Une armée allemande composée de 500.000 hommes vint en Ukraine pour la délivrer des bolcheviks russes et pour imposer l'exécution des conditions du traité de Brest-Litosk. Cette armée allemande occupa en même temps l'Esthonie, la Lettonie, la Lithuanie et presque toute la Russie Blanche.

Malgré toutes sortes de difficultés causées par la cessation des hostilités et par les excès des bolcheviks, après la proclamation de la République populaire ukrainienne et après que le Secrétariat général eût été rétabli sous la dénomination de Conseil des ministres, la Rada Centrale ukrainienne et le gouvernement parvinrent à installer leur pouvoir en Ukraine et à élaborer les projets de lois qui avaient été préparés partiellement avant le coup d'état bolcheviste.

Ainsi, de décembre 1917 à janvier 1918, avaient eu lieu les élections à la Constituante Ukrainienne, qui devait commencer ses séances au mois de février. Ces élections avaient été retardées en raison de l'occupation de l'Ukraine par les bolcheviks.

La Rada Centrale ukrainienne avait adopté la loi concernant la réforme agraire. La loi au sujet de l'autonomie nationale personnelle fut aussi adoptée ; une série de projets garantissant les droits et les intérêts ouvriers avaient été déposés, etc.

En outre, on avait organisé des tribunaux, et l'administration de la justice, en général, avait été réorganisée. Toutes les lois, comme la loi monétaire et celles concernant l'armée ukrainienne, avaient été adoptées par la Rada Centrale, qui décida, au mois d'avril 1918, de résigner ses fonctions pour remettre son pouvoir à la Constituante Ukrainienne, qui devait se réunir le 12 avril 1918, pour arrêter définitivement la Constitution.

La Constitution provisoire fut adoptée le 29 avril 1919 par la Rada Centrale. La Constituante Ukrainienne devait reviser les lois faites par la Rada Centrale, et fixer l'organisation du pouvoir dans la République Ukrainienne.

b). — *Le régime de l'Hetman en Ukraine.*

Les Allemands, venus en Ukraine sans avoir été demandés, se considéraient comme une troupe d'occupation, et prétendaient agir à leur fantaisie. Ils entrèrent donc en relations avec les monarchistes russes et polonais, et résolurent de faire de l'Ukraine le pivot de la restauration de la Russie.

Le rôle principal en cette affaire fut joué par le parti militaire allemand, par les anciens monarchistes, par une partie des cadets et droite russe, ayant à leur tête M. Milioukoff.

Celui-ci, avant le coup d'état, n'avait cessé d'être en conférence avec les diplomates allemands. Ensemble, ils firent, les 29 et 30 avril, le coup d'état en Ukraine.

La Rada Centrale ukrainienne fut dissoute par l'armée Allemande. Plusieurs ministres furent enfermés pour leurs sentiments hostiles aux Allemands. La convocation de la Rada Législative fut empêchée par ces derniers et par leurs agents, les monarchistes russes. Par contre, ils donnèrent le pouvoir suprême à un général russe, un grand propriétaire foncier, qui exerça le pouvoir, grâce aux baïonnettes allemandes, jusqu'aux défaites allemandes sur le front occidental.

Le régime de l'Hetman, qui dura du 29 avril jusqu'au 13 novembre 1918, ne créa rien de solide ni de durable, rien qui fut capable de consolider l'Etat ukrainien. Au contraire,

Il restaura en Ukraine l'ancien régime tsariste qui avait été en Russie une cause de ruine et d'anarchie, comme l'Histoire n'en a pas encore enregistré de semblables.

Tout le pouvoir, en commençant par le Cabinet des ministres, était aux mains des agents tsaristes, que l'Hetman avait fait venir spécialement de la Russie bolcheviste.

Toutes les réformes qui avaient été faites par le Gouvernement ukrainien, au début de la révolution, par Vinitchenko et Holoubovitch, furent supprimées et remplacées par les anciennes constitutions de la Russie tsariste.

Les organes administratifs, basés sur le système électoral, furent supprimés et remplacés par les anciens, qui existaient avant la révolution. Non content de cela, le gouvernement de l'Hetman, de Lysohoub et de Herbel, organisa des détachements spéciaux disciplinaires, composés d'officiers russes qui devaient restituer la terre aux grands propriétaires fonciers, et leur rendre les biens pillés pendant l'occupation bolcheviste. Ils imposaient par surcroît des contributions aux paysans (plusieurs centaines de millions de roubles) et ils faisaient des exécutions en masse dans la population.

Les partis et organisations politiques ukrainiens n'adhérèrent en aucune façon au coup d'état et refusèrent de collaborer avec un gouvernement qui faisait une politique de violence à l'égard du peuple ukrainien et désirait détruire l'indépendance de l'Ukraine pour restaurer, à la place, une Russie unifiée.

Étant dans l'impossibilité morale de former une armée ukrainienne, qui se tournerait immédiatement contre son gouvernement et contre les Allemands, l'Hetman s'empressa de former une armée de volontaires, commandée par des officiers russes qui s'étaient enfuis de la Russie devant les bolcheviks.

L'armée de l'Hetman, au nord et au sud, coûtait fort cher au Trésor ukrainien. Pendant ce temps, s'ouvraient à Kiev des pourparlers avec le gouvernement de Lénine et de Trotski, au sujet des frontières d'Ukraine et de Russie et des bases de la paix finale.

L'Hetman, installé au pouvoir par les Allemands, et son gouvernement, fit avec ceux-ci des accords très défavorables pour l'Ukraine. Les Allemands avaient le droit de prendre livraison de plus de la moitié du matériel de guerre, de réquisitionner les céréales et les minerais.

Les paysans et ouvriers ukrainiens étaient très hostiles à l'Hetman, à son gouvernement, à sa politique. Cet état d'esprit était déjà apparent dès l'élévation de Skoropadsky à la dignité d'Hetman, au commencement de mai, quand eut lieu le Congrès pan-ukrainien des paysans et ouvriers, auquel prièrent part plus de 25.000 membres.

L'Hetman et les Allemands ne savaient quel parti prendre à l'égard de ces milliers d'hommes unanimement opposés au coup d'état et à la dissolution de la Rada Centrale, et qui étaient disposés à confier le pouvoir à une Rada Législative qui devait commencer ses travaux le 12 mai.

L'Hetman et les autorités militaires allemandes prirent le parti de dissoudre *manu militari* le Congrès des paysans ukrainiens, ce qui fit des paysans les plus grands ennemis du nouveau régime de l'Hetman.

Le Congrès ouvrier se déclara résolument contre lui et lui fit la guerre par tous les moyens.

Immédiatement après, en juin 1918, éclatèrent des grèves sur les lignes de chemins de fer, dans les usines et autres entreprises publiques. Cela dura de longs mois. Ce fut cette interruption dans le trafic des voies ferrées qui interdit aux Allemands d'exporter les marchandises de l'Ukraine. C'est

l'époque où éclatèrent encore des révoltes armées de paysans, notamment dans les gouvernements de Kiev, Poltava et de Podolie. Cette insurrection se faisait contre l'Hetman et les Allemands. Elle coûta à ces derniers plus de 30.000 hommes.

Les partis politiques ukrainiens s'employèrent de toutes leurs forces à organiser ce mouvement populaire et à lui donner une directive. Mais lutter contre une armée de plus de 400.000 hommes est chose difficile. Au bout de trois mois cette première révolution avait échoué.

Les partis ukrainiens fondèrent alors une grande organisation pan-ukrainienne, le « Soïouz (ou Ligue) National ukrainien ». Le Conseil Général de cet organisme nouveau se réunissait à Kiev, et il avait des ramifications dans tous les coins de l'Ukraine.

Le Soïouz National avait pour but de renverser le régime de l'Hetman et de mettre à sa place un gouvernement parlementaire et démocratique.

Une fois l'organisation du Soïouz National achevée, ce dernier décida de convoquer le Congrès national pour rendre effectives les réformes décidées en Ukraine; l'Hetman, non seulement interdit la réunion du Congrès, mais encore, par un manifeste, supprima l'indépendance de l'Ukraine en proclamant le principe de la Fédération avec la Russie.

Le Soïouz National décréta alors la révolte générale et chargea le Directoire de la République Démocratique ukrainienne (avec Vinnitchenko et Petlioura en tête) d'en prendre la direction.

c). — *Le Directoire*

de la République Démocratique ukrainienne.

C'est le 14 novembre que commença la révolution. Trois semaines après, l'Ukraine entière se trouvait au pouvoir du

Directoire et de son armée républicaine. Le peuple ukrainien entreprit la lutte avec le plus grand enthousiasme. En trois semaines, une armée de 250.000 hommes avait été mise sur pied, un grand nombre de détachements et de garnisons allemandes avaient été désarmés; le pouvoir de l'Hetman était par terre. Seule, Kiev était encore entre ses mains, ou plutôt dans celles des Allemands. Ceux-ci s'y maintinrent pour protéger leur agent jusqu'au 14 décembre; mais, dès que l'armée de Petlioura eut défait l'armée allemande auprès de Kiev, dans une bataille qui coûta 2.000 soldats aux Allemands en une seule journée, la garnison allemande se refusa à défendre l'Hetman plus longtemps. La capitale de l'Ukraine passa alors aux mains du Directoire.

Aussitôt après, les Allemands se hâtèrent de quitter l'Ukraine, en emmenant avec eux leur agent, l'Hetman Skoropadsky, à Berlin.

C'est à partir de ce moment que le pouvoir suprême fut exercé par un Directoire dont M. Petlioura était président, M. Eugène Petrouchevitch, vice-président, en même temps que président du Conseil National Galicien; le professeur Ghvetz, l'avocat Andrievski et l'ingénieur Makarenko, étaient les membres. M. Vinnitchenko, qui était président du Directoire au début, fut obligé, pour raisons de santé, de se retirer. Le Directoire rétablit aussitôt toutes les libertés politiques qui avaient été supprimées par l'Hetman, libéra de l'emprisonnement des milliers de patriotes ukrainiens, incarcérés par l'Hetman pour leur résistance aux envahisseurs et aux ennemis de l'Ukraine, rétablit les lois qui avaient été élaborées par la Rada Centrale et prit l'initiative d'organiser une autorité stable. Il décida en même temps de convoquer au mois de janvier le Congrès travailliste ukrainien, qui comptait 450 députés, 300 paysans, 100 ouvriers, et 50 appartenant à des professions libérales,

afin de pouvoir, grâce à ce parlement provisoire, régler les affaires les plus urgentes du pays.

Ni les grands propriétaires fonciers, ni les bourgeois riches n'étaient admis à ce Congrès; ces favoris de la fortune restaient d'ailleurs du côté de l'Hetman, et, quand éclata le soulèvement populaire, ils s'y montrèrent résolument hostiles.

Le Congrès travailliste, réuni le 20 janvier 1919 à Kiev, appuya le pouvoir du Directoire, jusqu'à ce que fût convoqué le vrai Parlement ukrainien, composé de députés appartenant à toutes les classes de la nation. Le Congrès approuva la loi provisoirement élaborée au sujet de la réforme agraire, règlementa d'importantes et urgentes affaires d'Etat, telles que la réunion de la République Ukrainienne Occidentale (Galicie Orientale, Bukovine, Ukraine de Hongrie) à la République Ukrainienne.

Cette union avait été réalisée en décembre 1918.

Mais les opérations militaires que recommençaient les bolcheviks à l'Est et au Nord interrompirent ce travail politique. Les bolcheviks, ayant à nouveau envahi l'Ukraine, l'occupèrent pour utiliser les richesses naturelles du pays, améliorer la situation très précaire de la Russie et entreprendre la campagne qu'ils préméditaient contre la Roumanie et la Bulgarie, pour faire leur jonction avec les bolcheviks de Hongrie.

Le Directoire Ukrainien et le Congrès travailliste n'avaient nulle intention de recommencer la guerre contre la Russie soviétiste, mais les bolcheviks ayant franchi la frontière ukrainienne, le Directoire dut envoyer à son tour des forces contre eux. La guerre recommença.

Malheureusement, en même temps qu'il était obligé de poursuivre ces opérations militaires, devenues inévitables, le Directoire se voyait forcé de continuer la guerre avec la

Pologne en occident (Galicie et Volhynie), ainsi qu'à l'est, avec les troupes russes du général Denikine, soutenues par des détachements de l'Entente débarqués à Kherson, Odessa et Nicolaïv.

L'armée ukrainienne était nouvellement organisée. D'autre part, elle n'était pas en force suffisante pour mener les opérations sur les trois fronts. Il lui manquait des munitions, des armes, difficiles, d'ailleurs, à obtenir en nombre suffisant pour combattre et se défendre efficacement.

Il fallait d'abord garder en Ukraine une réserve de 75.000 hommes pour assurer la tranquillité du pays; puis, au Sud, il aurait fallu en envoyer 40.000 contre Denikine, 60.000 contre les Polonais, alors que le Directoire ne pouvait mettre en ligne que 70 à 80.000 hommes. Et encore, n'étaient-ils pas pourvus d'un armement suffisant. L'armée de Petlioura dut, par conséquent, se replier devant un ennemi bien armé et approvisionné, après avoir livré des combats acharnés près de Kharkiv, Poltawa et Tchernygv.

N'ayant pas les moyens suffisants pour combattre les bolcheviks russes, dont l'armée s'élevait à plus de 100.000 hommes, venus de différents fronts, le Directoire, d'accord avec le Congrès travailliste, s'adressa à l'Entente, à Odessa et à Paris, pour demander secours et appui. Mais cet appel de l'Ukraine ne fut pas entendu. Le commandement à Odessa opposa toutes sortes de difficultés, d'accord en cela avec les monarchistes russes, ennemis de l'Ukraine tout comme les bolcheviks. Le Directoire Ukrainien se vit obligé de distraire 40.000 hommes pour les envoyer contre le général Denikine. Le résultat ne se fit pas attendre. L'armée républicaine ukrainienne fut forcée d'abandonner la plus grande partie du territoire ukrainien et de se retirer jusqu'en Volhynie et en Podolie. Pendant ce temps, l'armée bolcheviste approchait des ports de la mer Noire et rejetait les

troupes de l'Entente au delà du territoire ukrainien, où elles avaient débarqué dans un but inconnu.

Le commandement militaire ukrainien prit alors le parti de concentrer ses troupes après les avoir réorganisées et d'élaborer un plan de soulèvement populaire derrière l'armée bolchéviste, pour arriver par ce moyen à la détruire.

Du reste, le cultivateur ukrainien est et demeure ennemi du bolchevisme, opprimé qu'il a été par l'armée soviétique, et dégoûté du régime anarchique qu'elle a amené avec elle. Il se souleva en différents endroits contre le bolchevisme, notamment dans les contrées de Tchernygiv, Poltava, Kiev, Kherson, Ekaterinoslav, où s'organisèrent des armées populaires, dont le premier acte fut de chasser les bolcheviks de ces provinces. L'armée, conduite par l'ataman Zelenyi, s'empara de la capitale ukrainienne, tandis que l'ataman Grigoriev occupait Odessa.

Le Directoire Ukrainien espérait toujours, par l'intermédiaire de la Conférence de la Paix à Paris, arriver à un accord de l'Ukraine avec la Pologne.

On opposerait aux bolcheviks russes, du côté de l'Ouest, 50.000 hommes disciplinés, tandis que l'armée de Pellioura pourrait commencer une offensive vers le Nord, et que le corps des Cosaques Zaporogues, qui se trouve à la frontière roumaine frapperait un coup du côté du Sud.

Mais ce plan si bien conçu ne put être mis à exécution. Au lieu de signer un armistice, les Polonais attaquèrent les Ukrainiens en Galicie et en Volhynie, grâce à de nouvelles armées organisées par l'Entente, et envoyées de France sous le commandement du général Haller. Ces armées n'ont pas seulement porté un coup direct aux Ukrainiens, elles ont encore aidé indirectement les bolcheviks à anéantir non seulement les régiments ukrainiens insurgés contre ces derniers et conduits par Zelenyi et Grigoriev, mais aussi ceux

commandés par Petlioura. N'oublions pas de dire aussi que les Roumains ont pu également désarmer le corps des Zaporogues ukrainiens. D'où il suit que Polonais, Roumains, bolcheviks, semblent s'acharner à détruire d'un commun accord les forces de l'armée ukrainienne.

Malgré ces circonstances extrêmement pénibles, les Ukrainiens continuent depuis plus de six mois une lutte acharnée contre les bolcheviks. Ils ont réussi à les empêcher de se joindre à leurs congénères hongrois; ils leur ont barré le chemin de la Roumanie. Ils ont rendu service à la Pologne.

Voilà comment, deux fois déjà, contre la volonté du Directoire de la République ukrainienne, les armées de l'Entente ont empêché les Ukrainiens de chasser les bolcheviks russes de leur territoire et de rétablir l'ordre et la tranquillité en Ukraine.

V

ORGANISATIONS ET PARTIS POLITIQUES UKRAINIENS

Du fait du joug russe, auquel le peuple ukrainien a été soumis pendant plusieurs siècles, les partis et organisations politiques n'ont pu se développer en Ukraine, suivant la loi évolutionniste qui préside aux courants politiques dans les vieux pays constitutionnels d'Europe et d'Amérique.

Le peuple ukrainien n'a pas eu la possibilité de se créer, à l'école du parlementarisme, des méthodes de politique stable, comme en Angleterre ou en Amérique. Dans ces pays, la lutte pour les principes de gouvernement et les réformes sociales est menée suivant un système et dans des formes constitutionnelles définies, modelées sur les changements qui surviennent dans la vie sociale, tandis qu'en Russie, le régime absolutiste a créé inconsciemment une action révolutionnaire tendue et accrue dans le sens du maximalisme. Aussi bien, les deux dernières Révolutions, celle de 1905-1906, et celle de 1917-1919, n'ont-elles fait qu'augmenter la foi et la confiance des populations de la Russie, dans la possibilité de reproduire, non seulement le système politique et social qui prévaut en Occident, mais d'aller dans cette voie plus loin encore. Ce maximalisme est très caractéristique chez le peuple russe, et aussi, dans une très grande mesure, chez le peuple ukrainien et parmi d'autres peuples de l'Europe orientale.

Déjà, les deux années de vie séparée, de législation et de politique indépendantes en Ukraine, ont été une bonne école pour le peuple ukrainien, chez lequel les partis politiques ont commencé à naître et à se développer dans le même sens qu'en Europe occidentale. Les luttes y suivent les méthodes constitutionnelles et le système parlementaire. On comprend toutefois qu'on ne puisse trouver encore une population classée en partis comme en France et en Angleterre, en raison de ce que le peuple ukrainien ne fait que commencer à s'émanciper de l'influence maximaliste russe, et n'a pu rejeter encore entièrement cette atmosphère révolutionnaire qui pèse sur l'Europe Orientale et sur une certaine partie de l'Europe Centrale, et cela, par la faute du joug gouvernemental, qui a dénationalisé en grande partie les classes élevées ukrainiennes. (Les mêmes faits se sont passés en Bohême). La composition sociale du peuple ukrainien a exercé une grande influence sur ses différents partis politiques et sociaux. Ces organisations, avec leur influence, leur programme et leur tactique, ne peuvent donc, dans la situation actuelle, être considérées comme déjà formées, cristallisées, définies. Elles sont sujettes à des changements continus.

Dans l'analyse de leur programme et de leur tactique, comme dans l'étude de leur influence sur les masses populaires, nous montrerons les progrès qui se font déjà sentir dans le développement de leur formation.

En partant des points de vue que nous venons d'indiquer, nous trouvons quatre groupements ou partis : 1° les partis qui veulent que l'organisation soviétique soit à la base du régime social; 2° les partis qui veulent le système parlementaire et la lutte des classes; 3° les partis qui veulent le système parlementaire et les plus larges réformes sociales; 4° ceux qui combattent pour le pouvoir démocratique et sont

pour les réformes sociales démocratiques, dans le sens social et économique modéré.

Le premier courant représente les idées social-démocrates indépendantes et socialistes révolutionnaires de gauche. L'ensemble forme deux partis qui se sont détachés des Social-Démocrates et Social-Révolutionnaires, sous l'influence du bolchevisme et du communisme; mais ils ne s'associent pas à la tactique terroriste; aux méthodes et aux pratiques des bolcheviks, en usage dans ces deux derniers partis. Toutefois, ils combattent pour l'indépendance et la souveraineté de la République ukrainienne, et ils veulent organiser le régime de la dictature des *Conseils des paysans et ouvriers*, tandis que les communistes russes ne veulent que la dictature ouvrière, ne reconnaissent ni indépendance ni souveraineté de l'Ukraine et réclament une sorte de Confédération ukrainienne avec la Russie. Les social-démocrates ukrainiens indépendants et les social-révolutionnaires de gauche se différencient fort peu les uns des autres, et ils exercent leur influence moitié sur les ouvriers des villes et moitié sur les petits propriétaires de la campagne.

Ils se différencient des communistes russes en ce qu'ils ne considèrent le pouvoir des soviets que comme provisoire, et ils ne tiennent pas beaucoup à la socialisation et à la nationalisation de tous les moyens économiques de la vie : ils sont plus près des socialistes indépendants d'Allemagne que des bolcheviks russes.

Quand, par la révolution, le peuple ukrainien se fut débarrassé du général Skoropadsky, agent russo-allemand, ils cherchèrent l'union avec les communistes russes et se posèrent en adversaires du Directoire de la République Populaire ukrainienne. Mais quand l'armée bolcheviste russe eut pénétré en Ukraine et eut commis toutes sortes d'attentats sur la population, quand le gouvernement de Rakovski eut

proclamé l'union de l'Ukraine avec la Russie, sur le principe de la Fédération, les deux partis rompirent toutes relations avec les communistes, et entreprirent, de concert avec les autres groupements ukrainiens, un mouvement pour débarrasser le pays de l'occupation des bolcheviks russes.

Fait tout à fait caractéristique : les communistes russes, qui ne trouvent aucune sympathie en Ukraine, sauf chez les ouvriers russes et juifs, considèrent les social-démocrates indépendants ukrainiens et les socialistes révolutionnaires de gauche comme des adversaires politiques, et les combattent avec le même acharnement que les partis dont ils sont issus.

Ces deux partis, séparés de leurs troncs respectifs, n'ont presque pas d'influence sur les masses populaires de l'Ukraine, près desquelles ils se posent en concurrents des bolcheviks.

Le deuxième groupe politique se compose du parti social-démocrate et social-révolutionnaire ukrainiens, très près l'un de l'autre, et ne différant que par la solution de la question agraire, et quelquefois par la tactique à employer.

L'influence des social-démocrates s'exerce davantage sur les ouvriers, tandis que les social-révolutionnaires trouvent plus de sympathie chez les paysans.

Bien que les social-démocrates comptent de très bons militants, leur rôle politique est peu important, comparé à celui des social-révolutionnaires, qui ont des leaders bien inférieurs. La raison en est que les premiers s'adressent aux ouvriers, peu nombreux en Ukraine, tandis que les paysans forment la majorité, et que ceux-ci trouvent le programme des social-révolutionnaires plus conforme à leurs intérêts.

Les social-révolutionnaires proposent, en effet, la suppression de la propriété agraire et la dépossession des propriétaires détenteurs d'une terre au-dessus d'une norme dé-

terminée, et le partage de cette terre entre les paysans qui ne possèdent pas ou qui possèdent peu. Les social-démocrates, eux, proposent également la dépossession des grands propriétaires et le partage entre les paysans de la terre ainsi acquise; mais ils ne touchent pas à la propriété privée qui ne dépasse pas une certaine étendue. Cette divergence a toujours donné la supériorité aux social-révolutionnaires sur les social-démocrates.

Aux élections à la Rada Centrale, à la Constituante russe, à la Constituante ukrainienne et aux Congrès travaillistes de 1917 à 1919, les social-révolutionnaires ont toujours obtenu plus de la moitié des voix des inscrits sur les listes ukrainiennes. Les deux partis luttent pour l'indépendance et la souveraineté de la République ukrainienne. Ce sont eux qui ont organisé la révolution contre l'ex-hetman Skoropadsky et la révolte des masses populaires contre les bolcheviks. On peut affirmer sans parti pris aucun que social-démocrates et social-révolutionnaires ukrainiens ne sont, en réalité que des socialistes modérés, dont le programme et la tactique se rapprochent beaucoup de celui des social-démocrates allemands (majorité) et des socialistes modérés français (Renaudel-Sembaat-Thomas), alors que les social-démocrates indépendants et les socialistes révolutionnaires de gauche se rapprochent du parti socialiste français nuance Longuet-Cachin et autres.

Le troisième groupe politique né de la révolution est formé de plusieurs partis encore imparfaitement organisés et sans grande influence sur les masses populaires. Par son programme politique, social et économique, ce groupe se rapproche des partis radical et radical-socialiste français.

A ce groupe appartiennent le parti socialiste fédéraliste, qui exerce une grande influence dans les sphères intellectuelles (médecins, instituteurs, ingénieurs, professions libé-

rales), dans le clergé et dans la bourgeoisie; le parti socialiste indépendantiste, qui exerce son action sur les militaires et quelque peu sur les intellectuels et les bourgeois, et le parti national travailliste, qui dispose d'une très grande influence sur les masses populaires de la Galicie Orientale.

Très proche de ces trois partis, existe le parti travailliste et national-républicain, qui formera l'aile droite du futur parti, alors que le centre sera formé par le parti national-travailliste et les socialistes fédéralistes, et l'aile gauche par les socialistes indépendantistes.

Tous ces groupes et tous ces partis luttent énergiquement pour l'indépendance et la souveraineté de la République ukrainienne, faisant parfois des concessions aux partis socialistes des deux premiers groupes sur le domaine social et économique pour défendre et arriver à faire reconnaître l'indépendance et la souveraineté de la République ukrainienne et obtenir la réunion de tout le territoire ukrainien en un seul Etat.

Tous ces partis demandent une réforme agraire qui changera la situation des petits paysans tout en sauvegardant la propriété privée limitée à un maximum et en dédommageant les grands propriétaires qui ont jusqu'alors détenu la terre.

Ces partis du centre n'ont pu jouer, pendant la révolution, un rôle aussi important que les partis de gauche; mais, en temps normal, ce sont eux qui joueront le plus grand rôle, car ils comprennent les hommes les plus capables de diriger le pays et le programme qu'ils défendent au point de vue politique est le seul applicable dans les conditions où se trouve présentement l'Ukraine.

La droite comprend encore le parti des paysans démocrates et le parti fédéraliste démocrate, qui, eux aussi, luttent pour l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine,

mais dont le programme social-économique est tout à fait modéré.

Ces partis recrutent leurs partisans parmi les propriétaires fonciers, les industriels, les commerçants, les financiers, et parmi les intellectuels exerçant des professions libérales.

Ils ont collaboré avec le gouvernement réactionnaire de l'ex-hetman Skoropadsky tant que celui-ci a défendu l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine, bien qu'ils ne partagent pas ses idées sociales et économiques.

Ils diffèrent l'un de l'autre en ce que les paysans démocrates ont un programme qui insiste plus sur l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine que sur la réforme sociale et économique, alors que le parti démocrate fédéraliste met en avant la réforme sociale et économique plutôt que l'indépendance et la souveraineté de l'Ukraine et accepte une Union fédérale dans laquelle la République ukrainienne entrerait à côté des autres Républiques russes. Ce sont les deux partis les plus modérés de l'Ukraine; ils rappellent assez les républicains modérés français.

Mais quelque divergence que les partis puissent avoir entre eux sur les questions de politique intérieure, tous unissent leurs efforts pour obtenir l'union de tous les territoires ukrainiens en un seul Etat indépendant et souverain, qui s'appellera République ukrainienne. C'est une preuve nouvelle que le peuple ukrainien tout entier est hostile aussi bien aux monarchistes qu'aux communistes russes.

Il a déjà été remarqué qu'en Ukraine, les communistes russes n'ont trouvé de partisans que parmi les ouvriers russes et juifs, et les monarchistes, que chez les propriétaires fonciers, les industriels et les commerçants russes et polonais.

Les uns et les autres se sont toujours montrés hostiles à l'indépendance et à la souveraineté de l'Ukraine. Les monarchistes pendant l'occupation allemande, les communistes pendant l'occupation des bolcheviks, n'ont pu se tenir au pouvoir que grâce aux armées venues de l'étranger (Allemagne et Russie). Les masses populaires, pleinement d'accord avec les partis politiques franchement ukrainiens, ont déjà renversé, les armes à la main, les monarchistes avec Skoropadsky à leur tête, et par les mêmes moyens, les communistes russes, commandés par Rakovsky.

A côté de ces partis politiques, et en même temps qu'eux, plusieurs organisations publiques et professionnelles exercent, en Ukraine, une grande influence sur les masses populaires.

La première est, sans contredit, l'Union paysanne, qui jouit de toute la confiance des masses populaires, et exerce sur elles une très grande autorité. C'est une organisation paysanne, qui s'est donné pour mission de lutter pour une réforme radicale de la question agraire au profit des paysans, de défendre leurs intérêts nationaux et politiques, sociaux et économiques, et en même temps de développer dans les masses populaires l'instruction et l'esprit coopératif.

Les sympathies de l'Union paysanne sont pour les socialistes révolutionnaires; c'est pourquoi ceux-ci obtiennent dans chaque élection la plus forte majorité.

Il est un fait digne de remarque : c'est qu'à toutes les élections, aux Conseils nationaux (organe de l'administration locale), aux Constituantes russe et ukrainienne, à la Rada Centrale et au Congrès travailliste, les candidats, soutenus par l'Union paysanne, ont obtenu des majorités qui ont varié de 50 à 80 %.

L'Union Paysanne, dont le siège central est à Kiev, a organisé des succursales dans toutes les villes, grandes et

petites, et dans les bourgs et villages du territoire ukrainien. Elle joue un rôle considérable dans la vie politique et culturelle des paysans ukrainiens.

Le même rôle est joué par les organisations coopératives qui ont à leur tête le Comité central des Coopératives.

Bien qu'elles ne s'occupent que de l'organisation économique et professionnelle des masses populaires, les coopératives ukrainiennes ne délaissent pas leur développement national et culturel aussi bien dans les milieux paysans que dans les milieux ouvriers. Les coopératives ukrainiennes n'ont pas de programmes politiques, mais elles soutiennent tout militant qui travaille à l'indépendance et à la souveraineté de la République ukrainienne. Elles comptent déjà, tant chez les paysans que chez les ouvriers, plus de dix millions d'adhérents.

Jusqu'à ces derniers temps, le Comité central des coopératives a eu pour président, M. Martos, l'actuel président du ministère ukrainien.

Une autre organisation, dont le rôle est aussi très important dans toutes les sphères ukrainiennes, c'est l'Union pan-ukrainienne des conseils nationaux (organe des administrations locales) élus sur la base du suffrage universel.

Cette Union ne poursuit aucun but politique et s'occupe surtout des problèmes économiques et culturels, mais elle exerce néanmoins une grande influence sur la vie gouvernementale car elle représente plus de trente millions d'habitants.

A la tête de cette Union pan-ukrainienne, se trouvait l'actuel président de la République ukrainienne et généralissime des armées, M. Petlioura.

Ces trois organisations ont un caractère purement national et jouissent d'une bien plus grande autorité sur les masses populaires que les partis politiques qui n'ont pas encore eu

le temps de s'organiser sur des bases aussi puissantes que dans les autres pays à régime parlementaire.

L'Union pan-ukrainienne des Unions professionnelles exerce une grande influence sur le prolétariat ukrainien et se partage en trois sections : ukrainienne, juive et russe, suivant la nation à laquelle appartiennent les ouvriers.

Cette Union a pour principal but de défendre les intérêts professionnels des ouvriers comme les syndicats dans les autres pays. Mais elle n'oublie pas le développement politique et culturel des masses du peuple et s'y emploie activement. La majeure partie des Unions professionnelles ukrainiennes, c'est-à-dire 70 %, sont tout à fait hostiles au bolchevisme et soutiennent les partis socialistes modérés.

Mais la classe ouvrière, en Ukraine, est si peu nombreuse, comparativement aux autres classes, 2 % environ de la population totale, que cette organisation des Unions ne joue pas un rôle très important dans la vie politique du pays.

Il n'en est pas ainsi de l'Union des Cheminots et de l'Union des Employés des Postes et Télégraphes, qui exercent, elles, un rôle très important, car, en même temps que la défense de leurs intérêts professionnels, elles ont inscrit dans leur programme la lutte pour l'indépendance et la souveraineté de la République ukrainienne.

D'autres organisations, non moins importantes, sont celle des instituteurs et celle dite « Prosvita », qui est une société pan-ukrainienne d'instruction publique. Toutes les deux, la première avec ses 40.000 membres, la deuxième avec ses 7.000 sections dans les villes et les villages, se sont donné pour but de développer l'instruction, le sentiment national et le sens politique dans les masses populaires et d'organiser une réelle école nationale sur les bases de la pédagogie européenne la plus moderne.

Grâce aux efforts de toutes ces grandes organisations, près

desquelles se sont groupées un grand nombre d'autres de moindre importance dont les buts sont la défense des intérêts professionnels, le développement intellectuel ou économique. Grâce à l'impulsion donnée par tous les partis politiques, les masses populaires de l'Ukraine ont réalisé de très grands progrès dans toutes les branches de la vie sociale. Le peuple ukrainien a compris enfin dans quelles voies il devait entrer pour obtenir ce degré de civilisation qu'il admire chez les autres peuples. C'est pourquoi il a armé son bras vigoureux pour défendre son pays et ses franchises, résolu de lutter jusqu'à la victoire complète contre tous ceux qui l'ont, plusieurs siècles durant, tenu dans la servitude et ceux qui, aujourd'hui, voudraient violenter sa volonté et entraver, chez lui, l'exercice du principe de la libre disposition.

VI

LA RUSSIE

ET LES NOUVEAUX ETATS DE L'EUROPE ORIENTALE

La grande guerre européenne, appelée par d'aucuns « guerre mondiale », qui n'est pas encore finie, non seulement a apporté de grands changements dans la vie du monde entier, posé le problème des nationalités, incité les peuples asservis à vivre leur propre vie sur les ruines des Etats désagrégés, mais a aussi soulevé les masses populaires contre leurs maîtres. Celles-ci ont, en effet, compris qu'aussi bien aujourd'hui qu'hier, elles resteraient tout simplement l'instrument de la politique impérialiste de quelques sphères incapables de prémunir les peuples contre toute nouvelle guerre et surtout contre ses terribles conséquences aussi bien économiques que sociales et culturelles.

C'est pourquoi le bolchevisme actuel, embrassé par les masses populaires, est la conséquence logique et inéluctable de la guerre, la réaction contre l'impérialisme qui les a dominés jusqu'à maintenant et qui veut encore les dominer. Fait caractéristique : le bolchevisme se propage plus facilement dans le pays où l'ordre règne le moins et où les masses populaires sont le plus asservies; les communistes, profitant de cette circonstance, ont donné, jusqu'à un certain point, une forme organisée à leur mouvement.

Le bolchevisme n'est pas du tout le socialisme, et la

majorité des socialistes le combattent. Il est intimement lié avec le mécontentement des masses populaires contre les classes dominantes, aussi bien sur les questions économiques et sociales que sur la forme du gouvernement et la politique internationale.

Il est un fait certain que le bolchevisme est très fort dans les pays qui ont perdu cette guerre, en Europe Orientale et dans une partie de l'Europe Centrale. Mais il commence aussi à s'infiltrer dans les masses populaires des pays vainqueurs, aussi bien dans ceux qui ont une longue existence ou qui sont nouvellement créés. Et, à l'heure actuelle, il est impossible de dire si l'Europe est complètement prémunie contre le virus du bolchevisme, si le système de la politique impérialiste qui a déclenché la guerre de 1914-1918 continuera à exister.

L'Entente s'efforce, à la Conférence de la Paix, d'inaugurer dans le monde entier une ère nouvelle, et ses diplomates sont en train d'étudier et de résoudre tous les problèmes difficiles posés par la grande guerre.

La Conférence de la Paix remanie la carte, non seulement de l'Europe, mais du monde entier, et en même temps essaie de liquider toutes les conséquences terribles de la guerre, le bolchevisme, en particulier, qui vient à l'encontre de tous ses projets.

Sans vouloir juger la façon dont les diplomates résolvent le problème des futures relations entre l'Europe Centrale et l'Asie, il est difficile de dire que la politique suivie par l'Entente dans la solution du problème de l'Europe Orientale est juste et conforme aux quatorze points wilsoniens.

La Conférence de la Paix n'a pas encore abordé les détails de ce problème, mais les démarches faites déjà par l'Entente, dans la lutte contre le bolchevisme, montrent suf-

fisamment la manière dont les diplomates résoudreont aussi le problème de l'Europe Orientale.

Il est permis également d'en conclure que les Alliés n'ont pas encore compris, ou n'ont pas voulu comprendre, ce qui s'est passé au cours de ces dernières années en Europe Orientale, et qu'il a été pris une résolution irrévocable qui ne garantit, dans cette partie de l'Europe, aucune paix et y amènera de grandes surprises et de nouveaux conflits.

C'est un fait bien connu que sur le territoire de l'Europe Orientale se sont produits de grands bouleversements au cours de l'histoire.

Durant le Moyen-Age, s'est formé le grand Etat Kievien qui comprenait les territoires ukrainien, blanc-ruthène et grand-russe, et qui fut très prospère du ix^e au xiii^e siècle. Mais les grandes migrations des peuples asiatiques détruisirent sa puissance aux xii^e et xiv^e siècles et l'Etat se disloqua après avoir vécu quelque temps comme Etat Volhyno-Galicien.

Apparurent alors sur la scène politique de l'Europe Orientale, la Pologne et la Moscovie, pendant que l'Etat Lithuanien s'organisait sur les territoires lithuanien, blanc-ruthène et ukrainien, pour durer du xv^e au xvi^e siècle comme Etat provisoire, créé par les droits internationaux pour la défense de ces peuples aussi bien contre l'impérialisme d'Orient (Tartares) que contre celui d'une partie de l'Occident (Allemands).

En Europe Orientale, l'Etat prédominant fut, au début, la Pologne qui arriva à réunir, provisoirement il est vrai, tous les territoires qui avaient appartenu à l'Etat Lithuanien et, au début du xvii^e siècle, à se faire craindre même de l'Empire russe qui était en pleine anarchie et qui voyait les révoltes populaires de 1608-1613.

L'Etat polonais n'ayant jamais su créer un régime politique et social bon et juste, surtout en ce qui concernait la question nationale et la question religieuse, poussa le peuple ukrainien à de grands soulèvements et à un détachement complet du territoire ukrainien de la Pologne, à l'époque de l'hetman B. Khmielnitsky. Très affaiblie par ces événements, la Pologne cessa d'être la rivale de la Moscovie, mais, par un accord passé à Androussouv, en 1667, ces deux Etats se partagèrent les terres ukrainiennes et l'équilibre fut rétabli.

La guerre qui eut lieu entre l'Etat moscovite d'une part, et la Suède et l'Ukraine de l'autre, favorable à la Moscovie, instaura complètement l'hégémonie moscovite en Europe Orientale, ce qui permit à l'Etat moscovite de se transformer en Empire russe avec une nouvelle situation politique et un nouveau centre sur la Baltique, Saint-Petersbourg, aujourd'hui Petrograd.

Les événements qui se produisirent à la fin du xviii^e siècle, amenèrent la dislocation de la Pologne, et la Russie annexa non seulement toutes les terres lithuaniennes mais aussi une grande partie des terres polonaises.

Profitant de ses succès en Occident, l'Etat russe avait élargi ses frontières au Sud, au détriment de la Turquie et aussi du Caucase, du Turkestan et de la Sibérie.

Ainsi, pendant cinq cents ans, la Moscovie eut une politique impérialiste très favorable pour elle et acquit une hégémonie en Europe Orientale ; devenant un grand Etat du monde, elle eut des prétentions sur les Balkans, ainsi qu'en Asie Mineure, en Petite Asie et en Asie Orientale.

Cette politique d'annexion, pratiquée par un grand Etat, engendrait souvent pour la Russie des conflits avec d'autres grandes puissances et les alliés de la Russie d'hier dans la dernière guerre, notamment avec l'Angleterre, la France,

l'Italie et le Japon, qui, tantôt étaient ses alliés et tantôt se prononçaient contre son impérialisme.

Les guerres napoléoniennes, ainsi que la campagne de Crimée en 1853-1855, nous expliquent surabondamment les faits relatés ci-dessus, sans parler de la guerre de Sept ans, vers le milieu du XVIII^e siècle. Mais la politique impérialiste ayant augmenté, par la voie de conquêtes, le territoire de l'Etat russe et reculé ses frontières immenses par l'annexion à ses vastes domaines de peuples n'ayant avec lui aucune affinité, ni les mêmes intérêts économiques, se trouva en face d'un problème qu'elle n'a jamais eu le moyen de solutionner en raison de sa complication. Le pouvoir absolu négligea les nationalités conquises, leur état naturel, leurs cultes et les intérêts économiques jusqu'à ce que se présentât pour ces peuples une occasion de se créer en Etats indépendants de la Russie.

Le système de la russification de ces peuples, petits et grands, dont le nombre dépassait la centaine, puis les oppressions politiques exercées systématiquement contre les sociétés et la prohibition presque complète du développement de la culture intellectuelle nationale ont provoqué non seulement la haine et le mépris contre le régime tzariste mais contre l'Etat lui-même.

La Russie s'est constituée la geôlière des nations et a fait particulièrement sentir son autocratie pendant les dix dernières années en opprimant leurs peuples et en les traitant comme des esclaves.

Des milliers et des milliers d'hommes faisant partie de ces groupements, étaient forcés, soit de se cacher, soit d'émigrer pour se soustraire au supplice du knout. Cette politique et ces mauvais traitements anéantissaient le sentiment patriotique même chez les Grands Russiens. Sans parler des peuples asservis, la situation des ouvriers et surtout des

cultivateurs était intolérable ; ils attendaient toujours l'occasion de pouvoir se venger de leurs oppresseurs politiques qui, de plus, avaient établi la dictature des riches propriétaires fonciers et de la bureaucratie aristocratique.

L'église, la justice, l'école, les institutions administratives servaient de moyens pour amener la russification de tous les peuples qui étaient sous le joug du gouvernement russe, ce dernier ayant pris pour méthode leur dénaturalisation progressive afin de ne faire qu'un seul peuple russe esclave et soumis à toutes ces lois draconiennes, contraires à tout principe humanitaire.

L'économie politique, ainsi que l'économie financière étaient dirigées pour assurer le développement exclusif de l'industrie et du commerce russes. Les cercles dirigeants qui exploitaient les terres non russes appliquaient et exerçaient tous leurs efforts pour les subjuguier économiquement et les rendre à l'état de colonies.

Le résultat de cette politique de l'Etat russe en faisait le pays le plus arriéré de l'Europe, non seulement en raison de son régime politique arriéré, de l'insuffisante participation des masses populaires à l'instruction publique — ce qui retardait leurs progrès dans la civilisation — mais aussi en raison du mauvais développement de l'économie nationale.

La Russie, qui avait créé chez elle une force bureaucratique assez stable et procédait par la force militaire pour maintenir et imposer l'ordre, avait l'aspect trompeur d'un Etat grand et fort parmi les puissants empires du monde. En réalité, la Russie n'était forte ni économiquement, ni financièrement, ni politiquement ; l'état général de la culture intellectuelle retardait sur celui des pays civilisés. D'ailleurs, depuis la campagne de Crimée (1855), elle n'était pas capable d'organiser une force militaire disciplinée pouvant figurer à côté des grands Etats de l'Europe. Elle ne pouvait

même pas se mettre en parallèle avec les nouveaux Etats bien organisés, comme nous l'a démontré la guerre avec le Japon en 1904-1905.

Dans la guerre avec le Japon, la Russie fut entièrement battue par cette nouvelle puissance, et démontra ainsi son impuissance et son régime vieilli et dans un état déplorable. Les masses populaires, les peuples riches ou pauvres asservis à la Russie profitèrent de ce désordre et firent la première révolution qui fut étouffée par les partis réactionnaires qui avaient déjà anéanti le régime constitutionnel et rejeté toutes les demandes justifiées des peuples et des sociétés vivant en Russie.

Dans les dix dernières années, c'est-à-dire de 1905 à 1914, le Gouvernement Russe n'avait fait aucune réforme sérieuse pour remédier à cette mauvaise situation et lorsque la Russie entra dans la guerre mondiale, son état était aussi lamentable qu'avant la guerre qu'elle fit contre le Japon. En réalité, la Russie, après un an de guerre, était incapable de la continuer. C'est seulement grâce à l'aide de l'Entente que la Russie a tenu encore pendant un an comme une ville assiégée, sans pouvoir faire un acte d'offensive.

Au début de l'année 1917, éclata la révolution russe qui projeta non seulement la vérité sur la situation politique, mais aussi sur la situation sociale et nationale. La démocratie russe ayant supprimé le pouvoir autocrate central et provincial et ayant changé le régime dans l'armée, n'avait pas su créer un organisme sain pour remplacer l'ancien. Les nouveaux directeurs de cet organisme n'avaient pas d'expérience pour assurer la bonne exécution des affaires de l'Etat (il est vrai qu'il ne leur incombe pas directement de fautes essentielles) puisqu'ils n'avaient jamais été associés à la direction des affaires de l'Etat et ne pouvaient être initiés à leur maniement.

En outre, la démocratie russe continuait la politique centraliste existante, se montrait hostile au grand mouvement national qui s'étendait rapidement parmi les peuples opprimés qui avaient commencé l'organisation du régime autonome chez eux et montraient une vigoureuse activité. En présence de cette attitude, la démocratie russe perdit le soutien de tous les peuples faisant partie de l'ancienne Russie. Fait tout à fait caractéristique, par exemple : le gouvernement russe, après la proclamation de l'autonomie ukrainienne par la Rada Centrale ukrainienne, au mois de juin 1917, constatant sa force, céda devant les Ukrainiens et signa un accord avec la Rada Centrale au mois de juillet suivant, tandis qu'avant il se prononçait toujours catégoriquement contre un accord quelconque.

De même, le gouvernement russe négligeait toutes les réformes sociales et les remettait jusqu'après la Constituante russe. Par cette tactique, il ne donna pas confiance aux masses populaires. Les bolcheviks en profitèrent pour leur promettre des réformes immédiates, la cessation de la guerre, et pour s'emparer du pouvoir en Russie.

La prise du pouvoir par les bolcheviks fut peut-être un événement heureux en Russie seulement, tandis que dans les autres pays, le fait essentiel fut la révolution et la renaissance des nations opprimées avec l'espérance d'être délivrées du joug de la Russie .

La renaissance nationale s'est manifestée d'une façon certaine en faveur de l'indépendance chez les peuples opprimés. Elle retint les masses populaires et les préserva du socialisme maximaliste, tandis que le peuple russe n'avait, au contraire, aucune tendance à le rejeter puisque le socialisme maximaliste devint très facilement le maître du pays.

Le Gouvernement Russe de Lvov et de Kérensky n'avait rien fait pour satisfaire les aspirations nationales et sociales

de la révolution ; c'est pour cela qu'il tomba immédiatement n'ayant trouvé de soutien dans aucun parti, tandis que les Gouvernements du Don, du Kouban, de Géorgie, de l'Esthonie, de Lettonie, de Lithuanie, de la Russie Blanche et de l'Ukraine avec leur idée nationale-démocratique, avec leur politique sociale, non seulement avaient organisé l'ordre sur leur territoire, mais avaient préservé leur pays de l'anarchie bolcheviste, alors que la Russie fut, au contraire — conséquence de la déclaration de guerre — obligée d'accepter le régime bolcheviste chez elle.

En effet, c'est seulement depuis le mois de novembre 1917 que la Russie s'est disloquée, mais cette dislocation si elle ne s'était pas réalisée matériellement avant était préparée depuis longtemps dans les esprits. Le bolchevisme russe l'avait simplement précipitée en proposant des réformes anormales.

Tous les peuples opprimés par l'ancien régime russe s'étaient réunis au mois de septembre précédent en un Congrès à Kiev, convoqué par la Rada Centrale Ukrainienne. D'un commun accord, ils avaient adopté la formation de Républiques nationales particulières, lesquelles par leur Constituante, devaient trouver les conditions et les moyens d'établir en Russie une Constitution fédérative s'il était possible. La démocratie russe l'avait compris seulement après le coup d'Etat des bolchevistes et, par sa Constituante, avait proclamé la République russe fédérative.

Mais il faut constater un fait frappant : aucun des peuples opprimés n'avait envoyé de députés à la Constituante russe, car ces peuples considéraient qu'elle n'avait aucun droit, cette Constituante, à établir tel ou tel régime en Ukraine, Lithuanie, Russie-Blanche, etc...

Le gouvernement bolcheviste russe n'a pas adhéré, mais au contraire a protesté contre le fait de la dislocation de la

Russie et est intervenu par la force armée pour opérer le rattachement des nouveaux Etats à la République soviétiste, continuant ainsi la politique impérialiste russe. Cette lutte des Etats nouvellement formés pour défendre et consolider leur indépendance, lutte compliquée par le fait de l'occupation allemande, continue contre les bolcheviks depuis un an et demi. Les masses populaires des républiques indépendantes soutiennent par tous les moyens leurs gouvernements nationaux dans la lutte contre l'occupation bolcheviste, contre leur pouvoir et contre leur politique, tandis que les masses populaires russes forment bloc en faveur du pouvoir bolcheviste.

Pendant ce temps, les cercles russes réactionnaires ont formé les armées antibolchevistes commandées par Koltchak et Denikine, et ont aussi commencé la lutte contre les bolcheviks, ayant pris pour tâche, non seulement d'abattre les bolcheviks en Russie, mais aussi de restaurer la Russie avec presque toutes les anciennes frontières.

Les Etats de l'Entente ont décidé de venir en aide principalement à Koltchak et à Denikine, tandis que l'Ukraine et la Lithuanie n'ont jamais eu aucune aide. Au contraire, à cause, d'une part, de l'Entente, l'Ukraine fut occupée par les bolcheviks, l'armée ukrainienne ayant été affaiblie par l'agression d'un Etat favori de l'Entente: la Pologne, et d'un autre côté, par l'attitude hostile au pouvoir ukrainien de l'armée de l'Entente. Cette armée avait débarqué dans les ports de la mer Noire pour venir en aide à Denikine qui, sous le prétexte de lutter contre les bolcheviks, commençait la guerre contre l'armée de la République ukrainienne commandée par Petlioura.

Pour arriver à la solution du problème à résoudre en Europe Orientale, il ne faut pas confondre l'écrasement du bolchevisme avec la création d'un régime nouveau divisant l'ancienne Russie en ses diverses parties ethnographiques.

Les Etats de l'Entente soutiennent principalement ceux qui sont partisans de la restauration de l'ancienne Russie donnant ainsi la possibilité aux bolcheviks de rester sur le territoire des Etats nouvellement formés, car Koltchak et Denikine, avec leur programme politique réactionnaire, poussent les masses populaires à embrasser les principes et les idées du bolchevisme. Et cette politique a pour résultat de les empêcher de prendre part à la lutte contre ce dernier. Nous sommes sûrs, et c'est l'évidence même, que si l'Entente continue cette politique, la lutte durera plus longtemps et fera le jeu de Koltchak et de Denikine qui sont hostiles, non seulement à la démocratie russe, mais aussi à celle de tous les Etats nouvellement formés qui ne prendront pas part à cette lutte et s'épuiseront au profit de la réaction russe.

Les alliés et partisans de l'Entente ont beau déclarer qu'ils luttent pour établir une nouvelle Russie démocratique, personne n'a confiance dans leur déclaration, puisque leurs actes tendent à prouver le contraire. On n'ignore pas qu'ils ont derrière eux comme soutiens un Koltchak et un Denikine qui veulent que le frère de l'ex-tzar, Michel, s'assoie sur le trône russe et l'on sait que Koltchak en Sibérie et Denikine sur le Don et en Kouban ont rétabli, avec l'assentiment de l'Entente, le régime d'avant la révolution. S'ils combattaient pour le régime démocratique, ils n'auraient pas supprimé ces mêmes organisations démocratiques dans les pays qu'ils dominent; ils auraient permis la convocation des Constituantes et des organisations municipales en Sibérie, dans les pays du Kouban et du Don.

Le succès définitif de Koltchak et de Denikine contre Lénine et Trotsky est très problématique si les Etats de l'Entente ne continuent pas leur aide. Le contraire se produirait si l'Entente n'apportait pas d'entraves à la lutte que font aux bolcheviks les Etats nouvellement formés, pour établir

leur indépendance. L'Entente ne veut pas reconnaître ces Etats nouveaux, craignant que les peuples asservis par la Russie se délivrent des bolcheviks et refusent à jamais de contracter toute alliance avec la Russie pour quelque cause que ce soit. Voilà comment Koltchak et Denikine et les Etats de l'Entente apportent une aide indirecte aux bolcheviks dans la guerre contre les Etats nouvellement créés, espérant probablement épuiser tous les peuples, puis ensuite arriver à délivrer leurs territoires des bolcheviks affaiblis; à ce moment, croit-on, Koltchak et Denikine, aidés par l'Entente, auraient la possibilité d'asservir ces Etats et de les obliger à faire partie intégrante de la Russie.

Cette politique de l'Entente est injuste, et le mot « maladroite » n'est pas trop fort pour exprimer notre pensée puisque l'Entente, contrairement aux principes proclamés sur le droit de libre disposition des peuples, intervient pour compliquer et prolonger la lutte des Etats contre le bolchevisme, si elle ne la paralyse pas totalement. Cette intervention est même nuisible à la stabilité de la prochaine paix en Europe Orientale. L'ancienne Russie était un Etat militaire impérialiste qui restera sensiblement le même si on le laisse dans ses anciennes frontières. Elle changeait d'alliés suivant le courant de ses idées impérialistes : il n'est donc pas douteux qu'il en sera de même dans l'avenir, et il est plus que probable que, dans un temps très court, elle se rapprochera de l'Allemagne et du Japon et même de plusieurs autres Etats contre ceux qui, précisément, l'aident, à l'heure actuelle, dans sa restauration.

De plus, l'histoire a démontré que la Russie qui comprenait des espaces immenses et un grand nombre de peuples n'a pas su faire régner l'ordre dans ses Etats. Les intérêts des peuples asservis étant différents et souvent même contradictoires, il en est résulté une impuissance qui atteignait

aussi bien l'Etat que les nations subjuguées. L'Entente commettrait une lourde faute historique en ne comprenant pas que la désagrégation de la Russie une fois commencée ne peut pas s'arrêter. On pourra l'enrayer par la force, mais pour un temps seulement et aux dépens de la lutte pour l'indépendance et la prospérité des autres nationalités. Mais, dès qu'une occasion favorable se présentera, dès qu'ils en verront la possibilité, les petits Etats se rendront indépendants de la Russie.

La restauration de la Russie est nuisible et dangereuse, non seulement au point de vue international, car elle amènerait des conflits armés, mais parce qu'elle arrêterait le développement économique et culturel des peuples qui luttent pour leur liberté. Tous les Russes, à quelque opinion politique qu'ils appartiennent, conservent toujours la pensée que le peuple russe doit jouer le rôle prépondérant, doit être dominateur, que la culture et la langue russe doivent régner en maîtresses dans la future Russie, que l'économie politique doit être dirigée de telle façon que tous les peuples devront vivre dépendants de la Grande Russie. Les Russes sont d'avis que la Grande Russie doit jouer le rôle de la Prusse en Allemagne, oubliant que les peuples rassemblés dans les frontières de celle-ci ont un caractère ethnographique et une culture homogènes. Et cependant, constatons, en passant, que la politique de la Prusse en Allemagne a provoqué dans les autres Etats allemands un mécontentement qui confine à la séparation.

Les Russes déclarent, en ce moment, qu'ils luttent pour la restauration d'une Russie fédérative avec une large autonomie pour les territoires non russes et les peuples qui l'habitent, mais que leur sort sera décidé par une Constituante russe dans laquelle les députés russes seront en majorité

telle qu'ils pourront résoudre tous les problèmes au profit de la Russie. En conséquence, la Russie même fédérative ne saurait garantir le respect de la vie nationale, culturelle, politique et économique de tous ces peuples qui feraient partie de la Russie. D'où les conséquences suivantes : luttes intérieures, paralysie de la vie nationale et déchéance, non seulement des peuples opprimés, mais même du peuple russe.

D'autre part, c'est un fait nullement douteux que la grande majorité des partis politiques russes s'opposent d'une façon formelle à la transformation de la Russie en Etat fédératif. Or, si la fédération est obtenue avec l'appui de l'Entente, aussitôt que la Russie aura recouvré sa force et sa puissance, elle commencera une lutte qui aura pour but de détruire cette fédération qui garantirait jusqu'à un certain point aux peuples non-russes la possibilité de développer leur propre économie, leur culture nationale et politique contre laquelle luttent les Russes qui ne reconnaissent pas à ces peuples le droit de posséder une économie et une culture indépendantes. Il ne faut pas oublier que les cercles conservateurs de Koltchak et de Denikine vont tellement loin dans ce sens qu'ils ne reconnaissent pas au peuple ukrainien le droit d'être et de se dire un peuple à part et qu'ils font tous leurs efforts pour anéantir la langue et la culture ukrainiennes.

Aussi, après avoir considéré tous ces faits, l'Entente doit aider tous les peuples dans leur lutte contre les bolcheviks comme dans la solution du problème de l'Europe Orientale. Elle doit les aider à organiser leurs Etats respectifs et à réunir leurs Constituantes nationales qui décideront suivant les aspirations des peuples toutes les questions ayant rapport aux relations qu'ils devront avoir entre eux.

Il est possible de voir s'instaurer en Europe Orientale

une Confédération de tous les peuples qui l'habitent, mais il est également possible d'y voir deux ou trois Unions d'Etats, comme par exemple : Union Baltique, Union de la mer Noire et Union Russe, car, aucun Etat ne cherche à être entièrement isolé des autres.

Nous pensons que le meilleur moyen de détruire le bolchevisme en Europe Orientale et d'y instaurer d'une façon définitive l'ordre et la tranquillité, c'est pour l'Entente d'adopter une politique qui aidera les peuples de cette contrée à améliorer leur économie, le développement culturel des masses du peuple, à liquider toute hostilité et toute querelle en général et à rendre impossible toute invasion armée.

Seule, une telle politique rendra tout Etat incapable de nourrir des idées impérialistes, d'entrer dans de nouvelles guerres et d'en prendre l'initiative.

VII

L'ENTENTE ET LES ÉTATS NOUVELLEMENT FORMÉS

L'histoire confirme clairement et catégoriquement que les Etats issus d'une politique impérialiste et constitués par violence et asservissement arrivent, inévitablement, après un certain temps d'existence, d'abord au démembrement intérieur, et ensuite à l'écroulement complet. Il est évident que cet écroulement se produit sous différentes formes, soit que des événements internationaux amènent la création de nouveaux Etats sur les débris des anciens Pouvoirs, soit que les Puissances plus fortes se partagent le territoire de l'Etat qui disparaît.

Ainsi, au cours des xviii^e-xix^e siècles, la Pologne impérialiste a cessé d'exister, alors que l'Empire Ottoman commençait à se démembrer. La Pologne, comme on le sait, fut partagée entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, et ce n'est qu'après un asservissement séculaire et grâce à l'Entente, que le peuple polonais a aujourd'hui le bonheur d'obtenir son indépendance. Et sur les ruines de l'ancienne Turquie, se sont constituées au xix^e siècle les nouvelles puissances telles que : la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et la Roumanie; maintenant, cet écroulement de l'Empire Ottoman se termine par la formation de la République Arménienne,

tandis que la Mésopotamie, la Syrie avec la Palestine et l'Arabie, ainsi que les autres parties étrangères à la Turquie sont annexées à d'autres Etats.

Le même fait se produit actuellement en Autriche-Hongrie et en Russie qui ont soumis, au cours de plusieurs siècles, par la force beaucoup de peuples et ont entravé leur développement national et économique; mais, tandis que les peuples asservis de l'ancienne Autriche-Hongrie ont la chance de reconstituer leur indépendance après avoir réuni leurs provinces avec l'appui de l'Entente et de commencer une nouvelle ère heureuse de leur vie, les peuples de l'ancienne Russie se trouvent dans une situation tout à fait différente et très pénible.

Les principes de libre disposition des peuples proclamés par le Président Wilson et acceptés par toutes les Puissances de l'Entente ne peuvent trouver leur réalisation, on ne sait pas très bien pourquoi, que sur les Etats nouvellement formés après l'écroulement de l'Autriche-Hongrie et sur la Pologne, la Finlande et l'Arménie, tandis que les autres peuples asservis de l'ancienne Russie sont forcés d'accepter, malgré eux, le nouvel asservissement pour lequel luttent maintenant Koltchak et Denikine avec l'assistance très active, matérielle et morale, des Puissances de l'Entente.

On sait que celles-ci ont déclaré nettement, et sans aucune ambiguïté, par une note particulière adressée à l'amiral Koltchak, qu'elles sont, non seulement contre la reconnaissance de l'indépendance des Etats nouvellement formés dans l'Europe Orientale, mais réserve faite de quelques droits de l'Esthonie, de Lettonie, de Lithuanie, du Turkestan et du Caucase sur leur autonomie dans les limites de la Russie restaurée, elles n'ont rien dit au sujet de l'Ukraine et des autres nouveaux Etats tels que le Kouban, etc... Nous ne sommes pas au courant des causes qui peuvent obliger les

diplomates de l'Entente à aller contre leurs principes et à ne donner de secours actif qu'aux monarchistes et aux impérialistes russes.

Tout le monde sait aujourd'hui que, grâce à l'aide incessante de l'Entente, les armées de Koltchak et de Denikine ont remporté quelques succès dans la lutte contre les bolcheviks. On sait aussi que l'Entente n'a prêté aucun secours sérieux à aucun Etat nouvellement formé. Au contraire, lorsqu'on examine de plus près la lutte menée contre l'armée Lénine-Trotsky, on en conclut involontairement que la prépondérance provisoire des bolcheviks russes sur les armées des nouveaux Etats favorise l'Entente et les impérialistes russes en facilitant à Koltchak et à Denikine la restauration de l'ancienne Russie.

Ainsi, par exemple, les représentants des troupes de l'Entente, après leur arrivée à Odessa, ont joué pendant deux mois la comédie en négociant avec le gouvernement Ukrainien au sujet d'une lutte commune contre les bolcheviks et n'ont obtenu aucun résultat, sans qu'il y ait de la faute des Ukrainiens. A la fin, les représentants de l'armée de l'Entente qui ont travaillé tout le temps avec les agents de Denikine ont exprimé, presque officiellement, leur avis que dans l'intérêt de l'Entente, il serait plus avantageux que l'Ukraine soit occupée provisoirement par les bolcheviks russes qu'organisée comme Etat indépendant.

C'est ainsi que l'aventure d'Odessa a précipité et facilité l'occupation bolcheviste de l'Ukraine. Plus tard, sous le couvert d'une lutte contre les bolcheviks, les troupes polono-roumaines ont occupé une partie des provinces occidentales de l'Ukraine, réalisant le projet d'une voie Baltique-Mer-Noire à travers des terres ukrainiennes, projet inventé on ne sait par qui.

Mais, en réalité, ni la Pologne, ni la Roumanie, ne font,

depuis plusieurs mois, d'opérations sérieuses contre les bolcheviks russes, au contraire, elles empêchent par leurs offensives, les troupes républicaines ukrainiennes de chasser les bolcheviks de l'Ukraine. N'est-ce pas l'armée polonaise de Haller qui a été envoyée lutter contre les bolcheviks et qui a attaqué les Ukrainiens, les empêchant ainsi de continuer leur offensive contre Kiev au mois de mai dernier? N'est-ce pas le gouvernement roumain qui a donné l'ordre de désarmer et de disperser le corps d'armée ukrainien, forcé dans sa lutte contre les bolcheviks, à se retirer en Bessarabie, ce qui a été un nouvel affaiblissement de l'armée ukrainienne? Cela se passait aussi au mois de mai 1919.

Mais, bien que ni le gouvernement ni l'armée ukrainiens n'aient reçu jusqu'ici et ne reçoivent maintenant aucune aide de personne, ils continuent heureusement la lutte contre les bolcheviks russes et ils ont libéré déjà une partie importante de la République Ukrainienne de l'occupation bolcheviste.

Mais, en même temps que le peuple ukrainien défend sa liberté et son indépendance, les Puissances de l'Entente ont commencé un véritable partage du territoire ukrainien. Ainsi, les provinces ukrainiennes de l'ancienne Autriche-Hongrie ont été distribuées de la façon suivante : l'Ukraine hongroise a été donnée aux Tchèques; la Galicie ukrainienne aux Polonais; la Bukovine ukrainienne aux Roumains, et, en outre, les Polonais et les Roumains s'efforcent, tant qu'ils peuvent, de s'emparer des terres ukrainiennes qui entraient dans la composition de l'ancienne Russie. Enfin, comme les Puissances de l'Entente ont décidé d'aider Koltchak et Denikine à devenir le gouvernement de toute la Russie, par cette décision même, elles donnent le reste des terres ukrainiennes à la future Russie. C'est ainsi qu'au lieu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous constatons le

partage des provinces ukrainiennes entre les Puissances voisines, et, au lieu de donner la liberté, les Puissances de l'Entente soutiennent la politique impérialiste de certains groupes russes, politique de violence contre les peuples asservis de l'ancienne Russie.

Nous affirmons que ce n'est que par ordre de l'Entente que les gouvernements du Don et de Kouban ont reconnu le général Denikine comme chef suprême de leurs armées et que c'est aussi la faute de l'Entente si Denikine châtie maintenant résolument les nouveaux Etats du Caucase comme la République du Caucase Septentrionale, l'Aserbaïdjane, et s'il menace à présent la Géorgie.

Nous affirmons aussi que l'armée du général Denikine, au lieu de se battre contre les bolcheviks sur le territoire russe, transporte ses opérations sur le territoire de l'Ukraine dont elle occupe à présent une partie considérable dans les gouvernements de Kharkof et d'Ekaterinoslav.

Il est évident que les Puissances de l'Entente trouvent la restauration de l'ancienne Russie plus avantageuse pour eux. Ayant conclu certains traités avec l'amiral Koltchak, elles le soutiennent maintenant pour obtenir de cette façon les profits économiques qui sont garantis par ces traités.

C'est un grand malheur que les peuples de l'Europe Orientale soient asservis par une Puissance alliée à l'Entente pendant la lutte contre les Etats Centraux, parce que l'Entente se trouve maintenant obligée d'appuyer les Russes dans la restauration de l'ancienne Russie par la force des armes et par des violences sur ces peuples de l'Europe Orientale. Mais, les diplomates de l'Entente oublient que si les Russes luttent contre les Puissances Centrales, les peuples qui combattent maintenant pour leur indépendance et leur délivrance ont subi les plus dures pertes dans la première

guerre que les opérations militaires se passaient tout le temps exclusivement sur leur territoire, que leurs pertes en hommes et en matériel dépassent de beaucoup les pertes des Russes sur les terres desquelles il n'y a jamais eu d'opérations militaires.

On oublie de même que les peuples asservis, ayant instauré leur Etat dès avant le coup d'Etat bolcheviste du mois d'octobre 1917 (l'autonomie de l'Ukraine, par exemple, fut reconnue par le Gouvernement Provisoire russe de Kerensky au mois de juillet 1917) n'ont pas reconnu le pouvoir bolcheviste et luttent depuis déjà un an et demi pour leur indépendance contre les impérialistes russo-bolchevistes.

Il est vrai pourtant que les diplomates de l'Entente ont déclaré plusieurs fois aux représentants des délégations des Etats nouvellement formés qu'ils ne statuent que sur des faits accomplis; ainsi, par exemple, si l'Ukraine ou la Lithuanie ou tout autre Etat libéraient leur territoire de l'occupation bolcheviste, établissaient chez eux l'ordre et le calme, alors, les diplomates tiendraient compte de ces faits. Mais, ce n'est un secret pour personne que les Puissances de l'Entente créent elles-mêmes cette situation sans issue. Elles prêtent mainforte à Koltchak et à Denikine, mais elles n'ont donné presque aucun secours aux gouvernements des nouveaux Etats, tandis que la guerre contre les bolcheviks entreprise par les nouveaux Etats d'un côté et Koltchak-Denikine de l'autre, se présente sous des aspects très différents.

Parmi les masses populaires des nouveaux Etats, le bolchevisme n'existe presque pas : ces peuples luttent souvent sans aucune arme, les mains vides contre les bolcheviks russes qui ont envahi leur territoire. Mais ces derniers ne se maintiennent que par la force de leurs baïonnettes, comme par exemple en Ukraine, et ne peuvent pas établir le régime

qui existe dans la Russie des Soviets, alors que Koltchak et Denikine luttent, non pas tant contre les armées bolchevistes que contre les ouvriers et les paysans russes qui soutiennent en nombre important, sinon en majorité, le Gouvernement des Soviets en Russie.

Il n'est nullement douteux que si les armées des nouveaux Etats pouvaient obtenir des armes et des munitions de l'Entente, elles pourraient très facilement chasser dans un délai très bref les bolcheviks hors de leurs frontières, parce qu'elles ont toutes les sympathies de la population, qui leur permettraient le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité.

Ainsi, par exemple, en Ukraine, l'armée russo-bolcheviste se tient seulement dans quelques-uns des plus gros centres, tandis que les autres agglomérations, les villes et surtout les petites localités, sont libérées des fonctionnaires bolcheviks et ont accepté le pouvoir du Directoire de la République Ukrainienne.

L'armée démocratique ukrainienne, forte de 150.000 hommes à peu près, mène actuellement la lutte acharnée contre les bolcheviks russes, mais elle est trop faible pour les chasser entièrement, car elle ne peut opposer aux canons, mitrailleuses, trains et autos blindés que des fusils auxquels les cartouches sont parcimonieusement accordées.

Il est assez compréhensible que, dans cette situation, la lutte contre les bolcheviks russes ait pris un caractère de longue durée et ne puisse arriver à un dénouement immédiat, car les dirigeants de la politique russo-tzariste ont fait construire toutes les usines d'armement et de munitions en Russie. Pas une seule n'existe en Ukraine. L'armée ukrainienne ne peut donc se procurer le matériel de guerre que par l'Entente.

Les Puissances de l'Entente ne veulent pas comprendre

que c'est le peuple ukrainien qui n'a pas permis la liaison des bolcheviks russes et magyars; que, par sa lutte acharnée, il a protégé la Pologne et la Roumanie contre l'envahissement du bolchevisme dans ces pays et dans quelques autres États de l'Europe Centrale.

Et, au lieu d'obtenir de l'Entente, en reconnaissance de ces services, son indépendance et un secours, le peuple ukrainien se trouve exposé au partage des terres ukrainiennes entre ses ennemis séculaires : la Pologne et la Russie, comme entre la Roumanie et la Tchéco-Slovaquie.

Mais le peuple ukrainien, ayant pris une fois les armes, défendra jusqu'au bout sa volonté et ses justes droits à la souveraineté. Tous les partis politiques ukrainiens, toutes les organisations et les masses populaires considèrent maintenant comme leur but la réunion de toutes les terres ukrainiennes en une seule république indépendante et se battront jusqu'au bout contre tous leurs ennemis, quels qu'ils soient. Un dilemme est posé à présent devant le peuple ukrainien : obtenir les droits pour lesquels il se bat, ou bien, périr dans une lutte inégale.

Nous sommes certains que tous les États nouvellement formés mènent et mèneront la même campagne jusqu'au bout, tant contre les armées de Lénine et de Trotsky que contre les armées de Koltchak et de Denikine!

Les diplomates de l'Entente n'ont pas compris qu'on ne peut pas jouer avec les principes de la libre disposition des peuples, que les peuples esclaves de l'ancienne Russie n'accepteront jamais la domination de l'impérialisme russe, qu'ils emploieront tous les moyens pour détruire cette Russie que les Puissances de l'Entente prétendent établir avec Koltchak et Denikine.

Les masses populaires des nouveaux États savent très

bien pourquoi elles font la guerre et elles ne connaîtront jamais ni ne serviront aucune Constituante Panrusse qui aurait à décider de leur sort.

Les diplomates de l'Entente jouent avec le feu. Ils ne prévoient pas que la Russie, telle qu'ils veulent la reconstituer, sera pire que l'Autriche-Hongrie. Même si elle pouvait exister quelque temps par les moyens d'une terreur encore inconnue jusqu'à notre temps, elle serait une Puissance déchirée par des dissensions intérieures, et où le sang coulerait encore longtemps, qu'enfin, elle se démemblerait de nouveau sous la vive attaque des forces de dissociation politiques et économiques. Les diplomates de l'Entente oublient à dessein que la Russie tzariste n'a pu exister comme prison des peuples que par la force de son organisation militariste et grâce à la police et à la gendarmerie, instituées depuis des siècles, comme aussi grâce à son appareil bureaucratique. Il est évident qu'une Russie restaurée ne pourrait exister que de cette façon.

Mais maintenant, après deux ans d'une révolution si complète que nul n'en a vu de pareille en Europe Orientale, quand tout ce qui fut créé au cours des siècles est complètement renversé, les impérialistes russes ne réussiront pas à constituer une force et un appareil militaires tels que les masses populaires des États nouvellement formés ne puissent, en utilisant toutes leurs forces, démolir cet édifice, construit sur le sable.

La Russie avec son immense territoire habité par à peu près 170 millions d'hommes dont les Russes ne forment que le tiers et dont le reste est composé d'autres nationalités, avec cette opposition d'intérêts économiques qu'on y rencontre et aussi avec ces rivalités de peuple à peuple, ne pourra jamais revivre en tant que puissance européenne. Mais elle nous rappellera une monarchie du temps de Cyrus

ou de Cambise; ce sera plutôt la satrapie des temps passés tzaristes qu'une puissance contemporaine.

Nous sommes certains qu'une pareille politique des Puissances alliées dans l'Europe Orientale ne donnera pas de bons résultats, mais, au contraire, qu'elle nous mènera vers de nouvelles et sanglantes révoltes, vers une nouvelle anarchie et, pour le moment, vers d'imminents conflits.

C'est ainsi que nous sommes maintenant à la veille d'une nouvelle guerre entre les troupes républicaines ukrainiennes et cette partie de l'armée de Denikine qui a occupé partiellement les terres Ukrainiennes après la victoire remportée sur les bolcheviks.

Quelles seront pour Denikine les conséquences de cette nouvelle guerre, il n'est pas difficile de le deviner en voyant comment le traitent les Cosaques du Kouban et du Don. Mais, dès maintenant, on peut certifier que l'Entente provoquera par sa politique de nouveaux conflits armés en Europe Orientale.

VIII

L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE ORIENTALE

Les impérialistes russes et polonais, et avec eux tous les ennemis de la renaissance et de la libération des peuples anciennement asservis de l'Europe Orientale, ne cessent de déclarer partout et toujours que la lutte des Ukrainiens, des Esthoniens, des Lettons, des Lithuaniens et des autres peuples pour leur indépendance est aidée par l'Allemagne pour des buts particuliers, que tous ces peuples sont plus ou moins germanophiles, que l'écroulement de l'ancienne Russie est le résultat du traité de Brest-Litovsk, que les Etats nouvellement formés apparaissent comme les avant-postes de l'Allemagne en Europe Orientale.

Mais pourtant, on ne cite aucun fait, on ne fournit aucune preuve pour le démontrer. On oublie, par exemple, que la Roumanie a aussi conclu un traité de paix avec l'Allemagne à Bucarest, que les Polonais autrichiens ont formé des légions pour la lutte contre la Russie tzariste, qu'une partie de la société polonaise a travaillé avec les Allemands pendant leur occupation de la Pologne, en s'orientant vers les Puissances centrales, que les Ukrainiens de la Galicie se battaient contre la Russie pour les mêmes causes que les Polonais, que les Ukrainiens, les Lithuaniens, les Esthoniens, etc..., placés devant la menace du bolchevisme russe au moment des succès allemands de 1917 sur le front occi-

dental ne pouvaient alors compter sur le secours de l'Entente dans cette circonstance. Tous les pays asservis se battent pour leur liberté et dans le combat contre les bolcheviks et les impérialistes russes ils cherchent et chercheront naturellement le secours là où ils pourront l'obtenir. Ils ne sont ni germanophiles, ni francophiles, ni anglophiles — mais ce qu'ils seront dépend plus de l'Entente que de ces peuples eux-mêmes. Egalement les Russes pour atteindre leur but, c'est-à-dire la restauration de l'ancienne Russie, ont demandé pendant un certain temps l'aide des Allemands, tandis que maintenant ils travaillent en étroit contact avec la France et l'Angleterre. Il ne faut pas oublier qu'après l'arrivée des Allemands en Ukraine, ce sont les seuls Ukrainiens qui ont interrompu les relations avec les Allemands après la dissolution par ces derniers du Parlement provisoire ukrainien — la Rada Centrale — après l'arrestation d'une partie du Conseil des Ministres, quand les Allemands, s'étant mis d'accord avec les Russes, avaient transmis tout le pouvoir au général Skoropadsky, lequel, pendant huit mois, travailla avec les Allemands et les monarchistes russes contre l'Ukraine et en faveur de la restauration de la Russie.

A cette époque, des milliers d'Ukrainiens gisaient dans les prisons et parmi eux le Président actuel du Directoire Ukrainien S.-V. Petlioura, tandis que des dizaines de milliers de Russes passaient en Ukraine et qu'un grand nombre de fonctionnaires étaient appelés par le gouvernement de l'hetman pour créer en Ukraine un nouveau centre de reconstitution de la Russie.

En outre, avec le consentement et l'aide des Allemands, on avait formé en Ukraine des armées russe, astrakanienne, septentrionale et méridionale pour lutter contre les bolcheviks et pour la Russie, mais non pour l'Ukraine. Non seulement les conservateurs russes, comme le comte A. Bo-

brinsky, le prince P. Dolgorouky et les nationalistes russes, comme le comte W. Bobrinsky et Balachow, mais aussi le parti des K.-D. représenté par P. Milioukoff son leader, avaient examiné avec l'ancien général Skoropadsky et les généraux allemands les plans de la guerre contre les bolcheviks et les projets de restauration russe. Au cours de l'été de 1918, l'Ukraine était redevenue de fait une partie de la Russie, parce que presque toutes les fonctions étaient remplies par des Russes, l'organisation de l'armée était placée dans les mains des Russes et le régime politique était établi sur le modèle du régime tzariste.

En outre, il était arrivé à Kiev et à Odessa une grande quantité de politiciens russes, anciens membres du Conseil d'Etat, de la Douma d'Etat, de grands financiers et industriels, d'hommes appartenant aux carrières libérales : avocats, publicistes, professeurs, écrivains, artistes, etc.

Tous ces éléments russes poussèrent l'impudence au point d'organiser sous la protection des 500.000 hommes de troupes d'occupation allemande un Comité des anciens membres du Conseil d'Etat et de la Douma comprenant les partis de droite jusqu'aux K.-D. Ce Comité, dans l'esprit de ses organisateurs, aurait été l'Assemblée des membres du Conseil d'Etat et de la Douma se chargeant d'organiser en Ukraine le gouvernement de toutes les Russies, etc.

Les financiers et les industriels russes créèrent le « Prothoprice », c'est-à-dire l'union des financiers, des industriels, des commerçants et des grands propriétaires agraires qui se tint en liaison avec les Allemands et appuya Skoropadsky dans sa politique en Ukraine et dans ses projets sur la restauration de la Russie.

Les journalistes russes payés par le « Prothoprice » et par les industriels et les financiers russes lancèrent toute une

série de journaux et de revues dans le but de combattre l'Ukraine et de restaurer la Russie.

Pendant ce temps, le gouvernement de l'hetman, qui ne s'appuyait que sur ses amis russes et sur les Allemands, établit en Ukraine un régime policier dur et brutal et inaugura une politique russe réactionnaire, en un mot ce qu'on verrait reflourir en Russie après la victoire de Koltchak et de Denikine sur les bolcheviks. Les condamnations prononcées par des conseils de guerre russes, aidés par les troupes allemandes, dans les villages, les exécutions et les contributions imposées à la population pour étouffer l'esprit révolutionnaire des masses populaires, tout cela fut fait en Ukraine par les Russes avec l'aide des Allemands. Les Ukrainiens ayant fondé l'Union Nationale Ukrainienne, non seulement ne prirent point part à cette politique, mais travaillèrent à mettre un terme, à la première occasion par la force des armes, à l'orgie autocratique-militariste des brigands russo-allemands en Ukraine.

Le projet russo-allemand de restauration de la Russie n'a pas réussi, non seulement parce que l'Allemagne fut vaincue, mais parce que le gouvernement de l'hetman ne put pas constituer une armée russe en Ukraine, les masses populaires ukrainiennes mobilisées étant prêtes à se soulever contre l'Hetman et contre les Allemands.

Ce soulèvement eut lieu quand l'Union Nationale Ukrainienne ayant élu le Directoire de la République Ukrainienne l'eut chargé d'organiser un soulèvement contre ceux qui violaient les droits du peuple ukrainien. En un mois à peine (du 14/XI à 14/XII), le Directoire Ukrainien forma une armée forte de 250.000 hommes, liquida en Ukraine le régime de l'hetman et força les Allemands à quitter le territoire de la République Ukrainienne.

Les masses populaires et les partis politiques ukrainiens

qui ne voulaient pas entendre parler de germanophilisme, après ce qu'avaient fait pendant huit mois les Allemands en Ukraine, n'admettraient pas davantage dans l'avenir une orientation vers l'Allemagne.

Le Gouvernement Ukrainien, l'opinion publique et les masses démocratiques s'efforcèrent donc, au commencement de 1919, de se réconcilier avec les Puissances de l'Entente afin de défendre avec leur aide l'Ukraine contre les bolcheviks et ses autres ennemis.

Mais malheureusement les négociations du gouvernement ukrainien avec les représentants de l'Entente à Odessa se sont terminées sans aboutir à rien, et cela sans qu'il y ait de la faute des Ukrainiens. En outre, les représentants de l'Entente sont entrés en relation avec les Russes, qui ont travaillé avec l'Hetman et avec les Allemands, et se sont enfuis d'Odessa après la victoire des républicains ukrainiens.

Les Ententistes ont alors essayé d'organiser à Odessa le gouvernement de la Russie méridionale, mais sans succès car l'armée bolcheviste obligea les troupes de l'Entente et tous ceux qui travaillaient avec les représentants de l'Entente, à quitter complètement le territoire de la République Ukrainienne.

Le gouvernement ukrainien, s'orientant sur l'Entente, a envoyé vers toutes les Puissances alliées et vers la Conférence de la Paix des missions diplomatiques pour s'entendre avec ces Puissances et consacrer l'union des terres ukrainiennes en une seule République indépendante et souveraine. Mais, une fois de plus, sans que les Ukrainiens en soient responsables, l'Entente et l'Ukraine n'ont pas réussi à se mettre d'accord. L'Entente non seulement n'a donné aucune aide au gouvernement ukrainien, mais a reconnu aux Polonais la partie ukrainienne de la Galicie ;

aux Tchèques, l'Ukraine hongroise; et aux Roumains, la Bukovine.

De plus, les Puissances de l'Entente, n'ayant reconnu l'indépendance d'aucun Etat nouvellement formé, se sont engagées à secourir Koltchak et Denikine dans la restauration de l'ancienne Russie. Il est évident, qu'une pareille politique, au lieu d'attirer à l'Entente les sympathies des masses démocratiques ukrainiennes, les lui enlève, et obligera les Ukrainiens et tous les autres peuples de l'Europe Orientale à aller chercher secours ailleurs.

A notre point de vue, cette politique des diplomates ententistes aura des conséquences fatales pour les relations internationales dans l'Europe Orientale et dans le monde entier. Ainsi, si les événements aboutissaient à une restauration de la Russie elle deviendrait inévitablement une monarchie, et chercherait des complices justement contre l'Entente.

Et nous prévoyons dans l'avenir une alliance de l'Allemagne, de la Russie, et peut-être du Japon, qui tenteront toutes forces réunies de réaliser ce que les autres combinaisons ne leur ont pas permis d'obtenir.

Dans le plus proche avenir, la politique de l'Entente amènera d'inévitables conflits entre les nouveaux Etats et Koltchak-Denikine, parce que les Etats nouvellement formés ne consentiront jamais à reconnaître spontanément le pouvoir des impérialistes russes.

En outre, la guerre contre le bolchevisme russe se trouve placée, par la politique de l'Entente, dans des conditions tout à fait singulières. Les masses démocratiques des nouveaux Etats cesseront la lutte à tout prix contre les bolcheviks, comprenant qu'elles aident de leurs forces et de leur sang des ennemis non moins dangereux, Koltchak et Denikine.

Nous sommes certains que les Puissances de l'Entente prolongeront la lutte contre le bolchevisme encore longtemps par leur politique, si elles ne la poussent pas jusqu'à l'absurdité.

Il ne faut pas oublier que la Russie n'existe pas à présent, qu'elle s'est dissociée en une série de nouveaux Etats, telles que l'Ukraine, la Blanche Russie, le Don, le Kouban, Géorgie, Esthonie, Lettonie, Lithuanie, Azerbaïdjan, République du Caucase Septentrionale, Sibérie, Turkestane, la République Soviétiste de Lénine et de Trotzky, l'Arménie, la Finlande et la Pologne, lesquels ont leurs Gouvernements et combattent pour leur indépendance. On ne peut réunir tous ces Etats en un seul que par la violence, c'est-à-dire par la force militaire. Mais ni Koltchak, ni Denikine ne disposent d'une pareille puissance. En outre, tous ces Etats sont contraints par l'Entente d'entrer dans une alliance militaire pour se battre, toutes forces réunies, contre Lénine et contre Koltchak et Denikine. Nous aboutirons à une lutte prolongée pendant laquelle il n'y aura nulle part ni ordre ni calme; au contraire, le régime militaire et l'anarchie régneront dans les pays qui en sont délivrés pour le moment. Le plus proche avenir nous montrera lequel valait mieux pour l'Entente : soutenir la restauration de la Russie, ou reconnaître les Etats nouvellement formés, comme il fut fait avec la Finlande, la Pologne et l'Arménie.

IX

LE « BOLCHEVISME » EN UKRAINE

Les ennemis de l'indépendance de la République Ukrainienne s'efforcent par des informations mensongères de répandre partout l'idée qu'en Ukraine comme en Russie, le bolchevisme est très répandu, qu'une partie importante de la population ukrainienne sympathise avec le bolchevisme, que certains partis ukrainiens s'appuient sur le programme bolcheviste, que même certains intellectuels Ukrainiens bien connus sont en contact avec les bolcheviks, etc... Ces informations sont l'œuvre de certains groupes russes et polonais, ainsi que de quelques personnalités qui essayent de convaincre l'opinion politique des pays de l'Entente, de l'impossibilité qu'il y a à organiser un Etat ukrainien, et de rendre difficile un accord des gouvernements de l'Entente avec le gouvernement de la République Ukrainienne.

En réalité, la politique antérieure du Gouvernement ukrainien, ainsi que l'attitude actuelle de l'Ukraine prouvent formellement le contraire et démontrent que parmi le peuple ukrainien il n'y eut et il n'y a presque aucun mouvement bolcheviste.

Lorsque le 25 octobre 1917, les bolcheviks russes firent le coup d'Etat et s'emparèrent du pouvoir en Grande Russie, le parlement provisoire ukrainien (Rada Centrale) composé

de 813 députés élus par toute la population de la République Ukrainienne ne reconnut pas le gouvernement bolchevik. Cette décision fut prise à l'unanimité de ses membres. C'est à cause de ce fait que le Conseil des Commissaires de Moscou déclara à l'Ukraine, au mois de décembre 1918, cette guerre qui, comme on le sait, finit par l'occupation provisoire de l'Ukraine par l'armée bolcheviste. Mais celle-ci fut, à son tour, complètement battue, et la République Ukrainienne fut délivrée de l'armée moscovite et de l'impérialisme soviétiste.

Il ne faut pas oublier que le Congrès de l'Ukraine entière — ouvriers, paysans et soldats — qui comprenait 2.000 délégués, avait donné une majorité écrasante aux anti-bolchevistes : 1.950 contre 50. Ce Congrès, qui se tint à Kiev, les 5-6 décembre 1917, s'était prononcé contre le bolchevisme, s'était déclaré partisan de la réforme démocratique sociale et du parlementarisme. Déjà, du reste, la Rada avait promulgué la loi convoquant la Constituante Ukrainienne, et tout préparé pour les élections.

Le résultat de ces élections démontre le peu d'influence bolcheviste en Ukraine à cette époque.

Il y eut 230 députés élus; il manquait l'élection de 80 députés des contrées occupées à ce moment-là par les bolcheviks. Sur les 230 députés, on compta 175 Ukrainiens adversaires du bolchevisme, 30 députés des autres nationalités : Israélites, Russes ennemis du bolchevisme, et seulement 25 députés partisans de l'idée bolchevique.

Malheureusement, la Constituante Ukrainienne ne put pas commencer ses travaux, car, au mois de février 1918, les bolcheviks l'empêchèrent de siéger. Plus tard, au mois d'avril suivant, l'agent des Allemands, le général Skoro-

radsky et son gouvernement ne lui permirent pas non plus de se réunir.

Quant à la Constituante russe où les élections avaient eu lieu précédemment, comme on le sait, sur les 150 députés élus en Ukraine, il y avait 115 Ukrainiens non bolcheviks, 25 députés Israélites russes et autres, et 10 bolcheviks seulement. La même proportion se retrouva à peu près aux élections municipales de Zemstvos, qui donnèrent 98 % de voix non bolchevistes, dont 80 % de voix appartenaient aux partis et groupes politiques ukrainiens.

On aurait pu croire que le régime de l'Hetman, qui fut instauré en Ukraine par les Allemands, d'accord avec les cercles réactionnaires russo-polonais, à la suite de la dissolution du parlement ukrainien, de l'incarcération de certains hommes d'Etat et de leur politique d'oppression durant sept mois (29/IV-14/XII 1918) amènerait les masses populaires aux idées bolcheviques, ainsi que cela arrive chez les peuples opprimés. Cela ne s'est pas produit. Au contraire, le peuple ukrainien suivit les partis ukrainiens socialistes et démocrates au moment du soulèvement.

Lorsque le Congrès des Travailleurs fut convoqué (comme préparlement), le droit électoral fut donné aux cultivateurs, aux ouvriers et aux employés. Les propriétaires et les bourgeois, restés du côté de l'Hetman et des Allemands, s'opposèrent au soulèvement populaire, qui voulait le triomphe du drapeau du Directoire de la République Ukrainienne. Aussi furent-ils privés de leur droit électoral.

Sur 350 députés, les Ukrainiens comptèrent 230 adversaires irréductibles des bolcheviks; les partis des autres nationalités donnèrent 65 députés non bolchevistes, et seulement 35 sièges favorables au bolchevisme.

Comme on le sait, le Congrès des Travailleurs s'est pro-

noncé pour la guerre avec les bolcheviks, pour la convocation du parlement, pour l'accord avec l'Entente. La raison de l'insuccès du bolchevisme, c'est que 85 % de la population du territoire de la République ukrainienne se compose de villageois qui sont hostiles à toutes les théories du bolchevisme, lequel ne veut donner le pouvoir qu'au prolétariat des cités. 13 % se composent de propriétaires, d'intellectuels, d'industriels, de commerçants, de représentants des professions libérales et d'artisans.

Il convient d'ajouter que les partis politiques ukrainiens, en qui le peuple croit entièrement, et auxquels il reste toujours attaché, n'ont jamais soutenu le pouvoir des soviets, ni la dictature du prolétariat. Au contraire, tous les Ukrainiens luttent déjà depuis deux ans pour établir le régime démocratique dans la République Ukrainienne, pour procéder aux réformes sociales pratiques, lesquelles donneraient la tranquillité à l'État, et arriveraient ainsi à soustraire le pays à l'emprise bolchevique; les Ukrainiens veulent un régime démocratique pratiqué par les anciennes et grandes nations de France et d'Angleterre.

Il est vrai qu'une partie des Ukrainiens, comme les socialistes démocrates (qu'on appelle le groupe des indépendants) et les socialistes révolutionnaires (qu'on appelle les gauches) n'attendent aucun secours de la part de l'Entente. Ils redoutent plutôt qu'elle ne se mêle de la vie et de la politique intérieure de l'Ukraine, comme les Allemands l'avaient fait. Un moment, ils ont cru à la révolution sociale du monde entier.

C'est pour cela qu'ils se prononcèrent d'abord pour le pouvoir soviétiste et la collaboration avec les bolcheviks.

Mais un mois d'occupation de l'Ukraine par les bolcheviks russes suffit à ces partis ukrainiens de gauche pour revenir de leur erreur, abandonner leur plateforme, et,

d'accord avec les autres partis ukrainiens, recommencer la besogne commune à tout le peuple : le soulèvement contre les bocheviks. Nous voyons maintenant Kiev, Odessa, ainsi que la moitié du territoire de la République Ukrainienne, délivrée des bocheviks par le peuple soulevé sous la direction des intellectuels, qui ne reconnaissent tous que le pouvoir du Directoire de la République Ukrainienne.

Ce soulèvement général des villages ukrainiens contre le pouvoir bolcheviste et contre la dictature du prolétariat est la meilleure preuve que le bolchevisme n'est pas répandu en Ukraine.

En réalité, le bolchevisme n'a pas d'assise dans le pays; il n'y est soutenu que par l'armée russe bolcheviste et par les ouvriers, pour la plupart d'origine russe, israélite, et par un petit nombre de paysans qui ne sont possesseurs d'aucune parcelle de terre, et qui sont entraînés par le souvenir de la guerre de 1917.

On peut dire qu'aujourd'hui, les partisans du bolchevisme en Ukraine ne sont pas plus nombreux qu'ils ne le sont en France ou en Italie. Il suffirait au gouvernement ukrainien d'avoir le secours en matériel de l'Entente pour que l'Ukraine puisse refouler de son territoire l'armée russe bolcheviste et anéantir chez elle toute l'influence communiste.

Naturellement, il est indispensable de réaliser quelques réformes sociales, la réforme agraire, par exemple, et d'autres réformes aussi nécessaires pour satisfaire les justes revendications de la population.

Voilà au juste ce qu'est le bolchevisme en Ukraine. Les ennemis de la République Ukrainienne prennent prétexte de son existence pour dire et affirmer, sans fondement sérieux, que le gouvernement ukrainien s'est mis à la

remorque des bolcheviks, que l'armée ukrainienne est allée en Roumanie pour s'allier avec les bolcheviks de Hongrie, etc., etc.

A l'heure où l'armée et le peuple ukrainiens menaient une lutte acharnée contre les bolcheviks russes sur tout le territoire de l'Ukraine, les bandits et les politiciens provocateurs cherchaient à établir une confusion entre, d'une part, le vrai gouvernement et la vraie armée de l'Ukraine, et, d'autre part, l'armée russe en Ukraine et le gouvernement russe de Rakovski, qui, au nom de toute l'Ukraine, passait des traités avec la Russie.

Il est certain que si les bolcheviks occupaient la Roumanie ou la Pologne, ils se désigneraient sous la dénomination de gouvernement soviétiste polonais ou roumain.

Quand aux propriétaires russes et polonais, aux monarchistes et aux réactionnaires, le meilleur gouvernement ukrainien, comme le Directoire de la République Ukrainienne et son ministère, leur apparaîtra évidemment avec l'étiquette bolcheviste, car le programme social de ce gouvernement est pareil à celui du gouvernement tchèque, et son devoir est de procéder à la réforme agraire et de faire toutes les réformes profitables aux masses populaires.

Ces partis considèrent comme bolchevistes non seulement tous les socialistes, mais aussi les radicaux socialistes de France, les radicaux d'Angleterre et même les démocrates de l'Amérique.

Mais si le bolchevisme n'a pas de racines sérieuses en Ukraine, on peut se demander pourquoi les deux occupations de l'Ukraine par les bolcheviks russes ont pu se faire sans grande résistance. La première peut s'expliquer par le fait que le gouvernement provisoire russe de Lvov et de Kerensky n'avait pas permis au gouvernement ukrainien

d'organiser son armée nationale, et lorsque les bolcheviks se sont emparés du pouvoir, la puissance militaire s'est trouvée aussi en leurs mains. Ils avaient à leur disposition une grande armée organisée que les Ukrainiens n'avaient pas.

Pour la deuxième occupation, les mêmes faits se sont reproduits. Les bolcheviks ont envoyé contre l'Ukraine une armée bien préparée, composée de Russes, de Lettons, d'Allemands, de Magyars et de Chinois, tandis que l'Ukraine ne disposait d'aucune armée sérieuse, car les Allemands avaient interdit son organisation. L'armée de Petlioura, qui s'était formée au moment de la lutte contre l'Hetman Skoropadsky, se trouva dépourvue de tout; elle n'avait ni canons, ni fusils, ni munitions d'aucune sorte, pas plus que de chaussures, de vêtements, etc.

De plus, l'armée ukrainienne était obligée de se battre non seulement contre les bolcheviks, mais aussi contre les Polonais et contre l'armée de Denikine ce qui la contraignait à diviser ses forces; elle se trouva donc malheureusement obligée d'abandonner une partie du territoire ukrainien.

Les opérations militaires passées expliquent la situation actuelle de l'Ukraine : l'armée ukrainienne forcée d'abandonner une partie du territoire ukrainien, se maintient aujourd'hui sur ses positions, animée du plus pur patriotisme.

Mais, malgré tout leur dévouement à la cause nationale, les armées ukrainiennes éprouvent de grandes difficultés car elles se battent contre les bolcheviks et l'armée polonaise du général Haller. Celle-ci, en les attaquant par derrière, aide par ce moyen déloyal les bolcheviks à rétablir leur situation en Ukraine. Néanmoins, les troupes ukrainiennes font preuve d'abnégation et offrent leur vie pour maintenir intacts l'intégralité et l'indépendance de leur patrie.

X

L'ENTENTE ET LA LUTTE CONTRE LES BOLCHEVIKS EN EUROPE ORIENTALE

Nous constatons que les bolcheviks s'emparèrent du pouvoir en Russie au moment juste où tous les peuples de la Russie d'hier avaient déjà fait tous les préparatifs pour y instaurer un nouveau régime, organiser leurs gouvernements autonomes et se préparer à la convocation des Constituantes nationales.

Un mouvement national se produisit ainsi en Ukraine, en Lithuanie, en Lettonie, en Russie-Blanche, en Esthonie, en Géorgie et dans d'autres parties de l'ancien empire russe, et arrêta le mouvement maximaliste. Dans ces pays autonomes, contrairement à ce qui se produisit en Russie, le maximalisme n'obtint pas grands succès.

Le gouvernement bolcheviste russe ne voulut pas s'entendre avec les gouvernements de l'Ukraine, de Sibérie, du Don, du Kouban, de Géorgie et des autres pays qui n'avaient pas reconnu son pouvoir. Il déclara donc la guerre à ces pays, et ordonna l'occupation de territoires qui avaient déjà leur propre gouvernement et combattaient en faveur du régime démocratique.

Cette lutte, compliquée par l'attitude et la complicité des Allemands, dure depuis un an et demi. Depuis cette époque, les groupes nationaux russes ont formé une armée, un gou-

vernement, décidé de vaincre le pouvoir bolcheviste et d'établir un nouveau régime en Russie. C'est pourquoi non seulement les gouvernements des Etats nouvellement créés combattent les bolcheviks, mais aussi les gouvernements de Koltchak, Dekinine et Youdenitch. Ils s'en prennent tous à l'ennemi commun chacun pour un but particulier chacun pour un programme politique et social.

Les gouvernements des Etats nouvellement créés sur le principe de libre disposition des peuples, à déterminer leur sort, c'est-à-dire les gouvernements de l'Ukraine, du Don, du Kouban, de Géorgie, du Caucasse du Nord, de l'Azerd-baidjan, de la Russie-Blanche, de la Lithuanie, de la Lettonie, de l'Esthonie, ont pris en main la libération de leur pays des bolcheviks et l'instauration du vrai régime démocratique. Ils cherchent à satisfaire les grandes masses populaires par la voie de réformes sociales et à garantir ainsi l'indépendance et la souveraineté de leurs Etats. Tous les gouvernements de ces Etats sont convaincus que les peuples, par leurs Constitutions nationales, sont les seuls qualifiés pour fixer définitivement leur sort.

Ces gouvernements et leurs armées organisées sur la base démocratique, peuvent être considérés, sans aucun doute, comme populaires, tandis que les gouvernements de Koltchak et de Denikine se battent à la fois pour épurer la Russie du régime bolcheviste, et aussi pour accomplir une tâche qui consiste à restaurer la Russie dans les mêmes frontières qu'avant la révolution.

L'armée de Denikine et de Koltchak, pas plus que sa politique ne peuvent être appelées démocratiques, mais plutôt impérialiste. Ce qui le prouve, c'est que les partis russes social-démocrate, social-révolutionnaire, social-populaire se sont montrés tout à fait hostiles à ces gouvernements et les considèrent comme monarchistes et réactionnaires.

Les Etats de l'Entente ont fait aussi la guerre au régime Bolcheviste, mais, n'ayant pas la possibilité d'envoyer des forces considérables, ils ont décidé d'aider par tous les moyens les adversaires des bolcheviks. Malheureusement cette aide apportée par les Etats de l'Entente ne peut être considérée comme juste et convenable. Il faut souligner, en effet, que l'Entente soutient nettement Koltchak et Denikine, en partie seulement, l'Esthonie, la Lithuanie, la Lettonie; tandis que l'Ukraine, le Don et le Kouban n'ont jamais obtenu aucun appui et ont même été en butte à toutes sortes de difficultés de la part de l'Entente. C'est surtout le cas pour l'Ukraine.

L'armée de l'Entente débarquée dans les ports de l'Ukraine s'est montrée hostile au gouvernement ukrainien et elle a empêché l'armée ukrainienne de battre l'armée de Lénine et Trotsky.

Les gouvernements du Don et du Kouban n'ont reçu d'aide qu'après avoir reconnu Denikine pour leur chef suprême, désigné par l'Entente. Ce n'est pas tout : l'Entente a continué de soutenir Denikine en restant spectatrice impassible lorsque ce général, ne reconnaissant pas le Gouvernement de la République du Caucase du Nord, se livra sur ce territoire à toutes sortes d'emprisonnements, de persécutions et de viols, et lorsque dernièrement il fit la guerre à la Géorgie et à l'Azerdbaïjan.

Il faut constater une chose étrange, c'est la rivalité des Polonais et des Roumains et leur action inspirée par l'Entente contre l'armée ukrainienne de Petlioura. Ils ont anéanti l'armée ukrainienne de Galicie, de Volhynie, et désarmé aussi le corps des Zaporogues en Bessarabie et par là aidé les bolcheviks dans leur campagne contre l'armée ukrainienne.

Comment, avec un pareil système de la part de l'En-

tente, la lutte avec les bolcheviks russes pourrait-elle donner un résultat sérieux dans un temps prochain. On ne peut vaincre les bolcheviks que lorsque les opérations militaires seront menées en même temps sur tous les fronts, ce qui ne leur permettra pas de déplacer les troupes d'un côté pour les amener sur l'autre, combattre leurs adversaires l'un après l'autre. Ce n'est pas tout : le succès des opérations militaires dépend d'une politique générale de l'Entente bien réfléchie et clairement exprimée au sujet de la solution du problème de l'Europe Orientale.

Les gouvernements de l'Entente doivent bien comprendre que la restauration de la Russie dans ses anciennes frontières est tout à fait impossible, qu'il faut absolument arriver à libérer des bolcheviks russes tous les Etats nouvellement créés, qu'il faut reconnaître ces Etats, aider leurs gouvernements provisoires à s'installer pour ramener l'ordre. C'est ensuite, par l'intermédiaire de leurs Constituantes nationales, et sous l'égide de la Ligue des Nations, que ces Etats parviendront à s'entendre dans leurs relations entre eux.

Aujourd'hui, malheureusement, nous constatons qu'on fait tout le contraire. Les Etats de l'Entente sont sur la voie de la restauration de l'ancienne Russie et se disposent à reconnaître le Gouvernement de Koltchak comme le Gouvernement de presque toute la Russie. Une telle politique de l'Entente est non seulement contraire aux déclarations faites par le Président Wilson, mais elle met les Etats nouvellement créés dans l'impossibilité d'en finir avec les bolcheviks, elle diminue leurs forces actives dans cette lutte. Ni les gouvernements ni les peuples ne consentiront jamais à dépenser leurs forces pour aider Koltchak ou Denikine afin d'établir leur maîtrise sur leurs territoires.

Les Etats nouvellement formés sont en guerre non seulement contre les bolcheviks, contre leur programme, mais

aussi contre l'impérialisme russe. Jamais, par conséquent, ils n'accorderont leur aide aux impérialistes russes qui se groupent autour de Koltchak et de Denikine. Les masses populaires, dans les Etats nouveaux, se montrent aussi hostiles au programme politique de Lénine et de Trotsky qu'à celui de Koltchak et de Denikine. Il est très caractéristique que les gouvernements du Don et du Kouban dont les pays suivent en partie la politique de Denikine, se sont prononcés plusieurs fois avec menace de conflit armé, contre son immixtion dans la vie intérieure de ces Etats. C'est au point que les masses populaires refusent de prendre part à la lutte contre les bolcheviks, ayant le pressentiment de ce que comporte pour elles la victoire de Denikine sur les bolcheviks. La même attitude politique de la part de Koltchak a produit déjà plusieurs soulèvements populaires parmi la population sibérienne laquelle proteste contre le régime instauré en Sibérie.

Il est possible que la situation politique d'aujourd'hui en Europe Orientale, l'aide militaire de l'Entente, et la politique générale que celle-ci y soutient, allongeront la durée de la guerre avec les bolcheviks. Si on n'arrive pas à battre ces derniers, — et c'est très possible, car ils ont une armée bien organisée, — les masses populaires russes, lorsqu'il faudra choisir entre les bolcheviks et les monarchistes, n'appuieront jamais les amis de la réaction. De même, les classes démocratiques se rangeront plutôt du côté des bolcheviks que du côté des réactionnaires. Pour pouvoir combattre militairement les bolcheviks, il est indispensable d'avoir une armée très nombreuse et bien disciplinée. Car il faudra guerroyer non seulement sur le front, mais il faudra avoir une armée dans les villes et bourgades pour maintenir l'ordre et assurer la tranquillité. Mais lorsque Koltchak et Denikine essaieront d'employer leurs forces contre les

masses populaires opposées à leur politique réactionnaire, alors l'armée pourrait se soulever contre ses chefs et de nouveau l'anarchie régnerait partout. Ce n'est pas tout. Que par hasard les groupes conservateurs arrivent à libérer la Russie des bolcheviks, ne leur faudra-t-il pas immédiatement se rencontrer avec les armées des Etats nouvellement formés, lesquels ne consentiront jamais à reconnaître de propos délibéré le pouvoir de Koltchak et de Denikine. Il en résultera un conflit armé car les peuples asservis par la Russie luttent aujourd'hui contre l'impérialisme russe en général, qu'il soit bolcheviste, démocratique ou conservateur.

Inévitablement, les Etats de l'Entente, en aidant Koltchak et Denikine, amèneront par leur politique une nouvelle guerre nationale, de la mer Baltique à la mer Noire.

Il peut arriver aussi que la non reconnaissance de l'indépendance de l'Ukraine, de la Lithuanie, de l'Esthonie, de la Lettonie, du Don, du Kouban, de la Géorgie et des autres nations et la menace mortelle d'être occupées par l'armée russe de Koltchak et de Denikine fassent naître dans les masses populaires de ces Etats, le désir de s'entendre avec les bolcheviks. Une force commune surgirait ainsi de deux côtés à la fois pour combattre les réactionnaires russes.

Il faut se souvenir que les Etats nouvellement formés après la dislocation de l'Autriche-Hongrie, sont faibles même contre le bolchevisme hongrois. Il faut aussi prendre en considération que les masses populaires, dans les pays de l'Entente très fatiguées de la guerre, ne veulent pas se battre davantage, et que, par conséquent, l'intervention en Europe Orientale est aujourd'hui très compliquée, sinon impossible. Aussi bien la situation anarchique en Europe Orientale peut-elle se prolonger des années entières. Ce n'est pas tout, le bolchevisme peut s'étendre en Europe Occidentale parmi les masses ouvrières. Nous voyons déjà appa-

raître ces symptômes. Et l'Entente par sa politique myope va créer une situation tellement compliquée qu'il sera difficile de sortir de ces embarras. On se demande quel est l'événement heureux qui portera remède à cette situation.

Chacun des Etats de l'Europe Orientale, pris ensemble ou séparément, a attiré l'attention des Etats de l'Entente par la voix de délégations à la Conférence de la Paix sur la meilleure ligne de conduite à suivre pour solutionner les problèmes de cette Europe Orientale. On a eu beau indiquer les moyens à appliquer utilement dans la lutte contre les bolcheviks, les diplomates de l'Entente ne sont pas venus en aide à ces Etats et n'ont pas compris jusqu'à présent la situation compliquée de l'Europe Orientale, ni le danger causé par leur politique injuste dans laquelle ils persévèrent de connivence avec les cercles conservateurs russes.

Tous les gouvernements de ces Etats nouvellement formés ont fait leur possible pour s'entendre avec l'Entente. Aussi toute la responsabilité des événements qui se déroulent en Europe Orientale incombe-t-elle à l'Entente. Il viendra un temps où les Etats de l'Entente comprendront peut-être ce que l'on voulait leur proposer, mais peut-être regrettera-t-on d'avoir fait trop tard ce qu'il faudrait faire maintenant.

XI

L'EUROPE ORIENTALE ET L'UKRAINE

Notre but n'est pas d'examiner si la dislocation complète de l'ancien empire russe est un bien ou un mal pour le progrès général. Nous constatons simplement que cette Russie telle qu'elle était connue en Europe pendant les deux derniers siècles n'existe plus aujourd'hui.

La guerre mondiale, dans laquelle l'Etat russe fut le plus puissant instrument de la politique impérialiste l'a conduit à une révolution sans pareille. Et c'est cette révolution qui, à son tour, a causé la dislocation de l'empire.

L'histoire mondiale a déjà connu des cas semblables où les grands Etats furent complètement démembrés : l'ancien empire romain, la Grande Espagne, le saint empire romain, la Grande Turquie, après une existence plus ou moins longue, se sont entièrement désagrégés, et nulle puissance humaine n'a pu les faire renaître. L'Autriche-Hongrie a eu le même sort que la Russie.

L'Europe regarde, sans comprendre, la grande joute chaotique qui se déroule maintenant en Europe Orientale ; elle ne voit pas bien ce qui s'y passe. De plus, la lutte du maximalisme social, de même que la lutte acharnée menée par les petites nations pour leur délivrance et l'établissement de leur indépendance, demeurent un mystère pour l'Europe.

Il faut bien remarquer que les peuples de l'Europe Orientale avaient déjà commencé sous le régime tzariste la grande lutte pour la liberté. Déjà pendant la première et la deuxième Douma russe, ces peuples s'étaient prononcés non seulement contre les monarchistes, mais aussi contre ces partis russes appelés libéraux, démocratiques et même socialistes qui sont toujours restés impérialistes, centralistes et qui se sont prononcés contre toute satisfaction donnée aux justes revendications des différents peuples. Au moment de la deuxième révolution, presque tous les peuples de l'Europe Orientale, sous l'influence du peuple ukrainien, ont mené une lutte énergique contre le gouvernement social-libéral du prince Lvov et de Kerensky. Ainsi au Congrès des peuples qui eut lieu à Kiev au mois de septembre 1917, les Ukrainiens, les Esthoniens, les Lettons, les Lithuaniens, les Blancs-Russiens, les Géorgiens, les Tartares, les Israélites et d'autres, sans oublier les Cosaques russes du Don et les Cosaques ukrainiens du Kouban se sont prononcés énergiquement pour la création des républiques nationales après avoir constaté que chaque gouvernement moscovite ne défendait que les intérêts de l'Etat russe et négligeait les intérêts des autres nationalités.

Les bolcheviks ayant pris le pouvoir, presque toutes ces nationalités ont proclamé leur indépendance et, les armes à la main, ont commencé la lutte, aussi bien contre les maximalisme social que contre la nouvelle forme de l'impérialisme socialiste russe. Le peuple ukrainien a joué le principal rôle dans cette guerre, et voilà dix-huit mois que la République Ukrainienne combat pour son indépendance.

Dès le début, cette lutte se compliqua d'une liquidation du front oriental qui eut pour conséquence le traité de Brest-Litovsk et l'occupation partielle du territoire ukrainien par l'armée allemande. Quand ils eurent délivré l'Ukraine de

L'occupation bolcheviste russe avec l'aide de l'armée républicaine, les monarchistes allemands renversèrent le Parlement provisoire ukrainien (Rada Centrale) et établirent en Ukraine la dictature du général russe Skoropadsky. Celui-ci, pendant sept mois, d'accord avec les monarchistes de Russie, et soutenu par les Allemands, continua la politique slave à la manière du tzar.

Le peuple ukrainien y répondit par un soulèvement général. Un mois suffit (15/XI-15/XII/1918) pour qu'en Ukraine il ne restât ni Allemands, ni monarchistes.

Une seconde fois, les bolcheviks impérialistes résolurent d'occuper l'Ukraine en profitant des embarras du gouvernement ukrainien obligé de mener à la fois la lutte contre les Polonais et contre l'armée de Denikine ainsi que contre l'Entente, dont l'armée appuyait les détachements russes de Denikine.

C'est ainsi que les bolcheviks russes ont une fois encore occupé une grande partie de l'Ukraine. Mais, après deux semaines de domination, ils virent le peuple ukrainien se soulever de nouveau. Et maintenant la plus grande partie de l'Ukraine se trouve délivrée de l'occupation soviétiste russe.

Kiev a été délivrée par l'armée du général Zélényi, et avec Odessa, le sud de l'Ukraine par l'armée du général Grigoriev qui reconnaît le pouvoir du Directoire de la République Ukrainienne.

La même lutte pour l'indépendance continue chez les autres peuples de l'Europe Orientale, comme par exemple, les Lithuaniens, les Lettons, les Esthoniens, etc., etc.

Il est très caractéristique que toutes les Délégations de ces peuples venues à Paris, pour défendre les droits et demander l'indépendance de leur Etat (comme ils l'avaient fait

à Kiev en 1917), formant une sorte d'accord ont établi, pour ainsi dire, « l'Union des peuples de l'Europe Orientale » en vue de défendre leurs intérêts en commun. Non seulement les Ukrainiens, les Lithuaniens, les Géorgiens, les Lettons, les Esthoniens, les Blancs-Russiens et les Arméniens, ont exigé, exigent encore leur indépendance, mais les gouvernements des Républiques du Don, de Kouban, d'Azerbeïdjan et du Caucase du nord, ont rencontré le même obstacle sur leur chemin.

Il apparaît clairement que les politiciens se trompent quand ils pensent qu'avec les monarchistes ou démocrates russes on puisse arriver à l'anéantissement du maximalisme social et au rétablissement de la paix dans l'Europe Orientale.

L'armée de Koltchak, l'armée du Gouvernement Russe d'Archangel et en partie celle de Denikine (ce dernier n'a pas d'armée propre, car ses forces principales se composent des Cosaques du Don, du Kouban et du Terek, républiques qui ne sont pas atteintes par le bolchevisme) toutes ces armées, disons-nous, ont en vue la destruction du bolchevisme russe. Les Alliés les aident activement, mais il ne faudrait pas croire qu'en liquidant le bolchevisme russe, le problème de l'Europe Orientale sera par là même résolu.

Si l'armée de Koltchak ou de Denikine voulait étendre son influence hors des frontières de la Grande Russie, elle y rencontrerait une opposition vigoureuse, de la part des armées de tous les peuples hier opprimés, et une nouvelle guerre commencerait en Europe Orientale.

Koltchak et Denikine sont les symboles de la Russie monarchiste beaucoup plus méprisée par les peuples ci-dessus mentionnés que la Russie bolcheviste. Il est très douteux, du reste, qu'ils puissent dominer, avec leur politique néfaste,

même les territoires de leur propre pays, et il est à souhaiter que le soulèvement populaire se produise contre cette politique menée maintenant par Koltchak et Denikine.

Nous savons déjà, par exemple, que les masses populaires ont déjà fomenté le soulèvement contre Koltchak; et les Cosaques du Don, du Kouban et, ces jours-ci, les Cosaques de Terek ainsi que les Montagnards du Caucase se sont révoltés à plusieurs reprises contre Denikine.

Ainsi la délivrance de la Russie du bochevisme est certaine, et même si les monarchistes russes réussissent à réaliser leur programme politique et social, il n'y aura pas de paix générale en Europe Orientale tant que les peuples qui se battent pour l'indépendance de leur Etat n'auront pas reçu les garanties qu'ils réclament.

En tout cas, le peuple ukrainien mènera la lutte jusqu'à la dernière extrémité, les armes à la main, contre tous les ennemis qui voudront attenter à sa liberté.

Pour avoir la paix dans l'Europe Orientale, et obtenir la liquidation du maximalisme social, deux politiques sont en présence. L'une qui doit être la reconnaissance des Etats indépendants qui s'y sont déjà formés, selon les principes du Président Wilson, comme lors du partage de l'Autriche-Hongrie. L'autre qui serait de vouloir ressusciter la Russie d'hier, est une œuvre irréalisable, sans aucune base aujourd'hui.

La première politique est non seulement une politique de réalité, mais elle répond aussi au droit et à la justice. La deuxième est la violation de toutes les déclarations wilsonniennes. Elle risque de troubler des années entières l'établissement de la paix en Europe Orientale. Finalement, elle obligera les utopistes et les don Quichottes, à prendre, au bout d'un certain temps, le chemin de la politique réelle.

XII

UKRAINE ET POLOGNE

Les Ukrainiens et les Polonais, qu'une destinée historique a fait voisins, ont cessé, dès le xi^e siècle, de vivre en bonne intelligence et se sont depuis heurtés bien des fois à main armée, les uns contre les autres.

Nous allons résumer en toute impartialité les causes et les motifs pour lesquels le désaccord et les luttes qui s'ensuivirent à travers les siècles, ont existé et existent encore entre ces deux peuples.

Dès le xi^e siècle, les rois polonais Boleslav le Brave et Boleslav le Hardi essayèrent, sans motifs ni l'un ni l'autre, d'annexer à la Pologne le territoire de l'Ukraine Occidentale, la Galicie actuelle, et le pays du Kholm. Mais l'Etat ukrainien, dans la période de Kiev, était un Etat puissant, plus puissant que la Pologne. Les princes kiévois Volodimir le Saint et Jaroslav le Sage, empêchèrent les Polonais d'occuper les terres ukrainiennes. L'issue de la lutte fut défavorable aux rois de Varsovie, qui furent défaits en plusieurs rencontres.

Ce n'est qu'à la fin du xiv^e siècle, après l'invasion de l'Etat de Kiev, et après les massacres commis par les Tartares, au xiii^e siècle, que les Polonais, grâce à la situation et aux cir-

constances tragiques où se trouvait l'Etat Volhyno-Galicien qui fit partie de l'Etat kiévois aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, réussirent à annexer cet Etat à la Pologne, en l'année 1380.

Pendant, les autres terres ukrainiennes s'étaient réunies à la Ruthénie-Blanche et à la Lithuanie au commencement du ^{xv}^e siècle, tout en conservant à ces deux pays leur forme politique et sociale d'Etats largement autonomes. Les choses restèrent ainsi jusqu'à l'Union de Lublin de 1569.

C'est alors que les seigneurs et le clergé polonais qui dirigeaient la politique de la Pologne, voulurent créer un grand Etat polonais englobant les territoires ukrainiens, blancs-russiens, lithuaniens et même allemands et lettons.

Cette politique impérialiste, et néfaste à la Pologne et, la cause de guerres dont elle sortit très affaiblie.

Mais les Polonais, usant de tous les moyens, réussirent à imposer leur autorité à l'Etat lithuanien déjà menacé d'ailleurs d'annexion par la puissance moscovite, qui suivait la même politique impérialiste que la Pologne. La Lithuanie, après avoir tenté, pendant deux siècles, de faire l'union avec la Moscovie, se résigna, pour ne pas tomber sous son joug, à s'unir à la Pologne en 1569.

D'après le traité alors conclu, les terres ukrainiennes étaient purement et simplement annexées à la Pologne, tandis que les terres lithuaniennes et blancs-ruthènes étaient unies sous certaines conditions et recevaient, notamment, l'autonomie politique.

Tels sont les moyens par lesquels les Polonais arrivèrent à faire de tout le territoire ukrainien une partie de la Pologne. Aussitôt ce fait accompli, le gouvernement polonais inaugura cette politique d'asservissement national et social, qui amena, à la fin du ^{xvi}^e siècle et au commencement du ^{xvii}^e, toute une série de soulèvements armés de la part du

peuple ukrainien et se termina par le soulèvement général du pays tout entier. En 1648, l'Ukraine, ayant à sa tête l'hetman B. Khmielnitzkyi, se sépara de la Pologne, s'érigea en République et conserva sa liberté jusqu'en 1654.

Le peuple ukrainien et ses hommes d'Etat, soucieux du sort et de l'unité de toutes les terres ukrainiennes, menèrent alors la lutte pour la libération complète du joug de la Pologne. Au cours de deux campagnes, Khmielnitzkyi pénétra en Galicie et s'empara de la capitale galicienne, Lviv, ville fondée au xiii^e siècle, par le roi Vollhyno-Galicien Danilo.

Malheureusement, le peuple ukrainien ne put conserver son indépendance, à cause de la tournure peu favorable pour lui, des événements internationaux. C'est pourquoi, pour se libérer complètement de l'emprise polonaise et garantir l'unité de toutes les terres ukrainiennes, l'Ukraine, au traité de Pereyaslav, en 1654, s'allia avec le tzar de Moscou et réalisa son union avec l'Etat moscovite.

Mais, au lieu d'aider à la délivrance de l'Ukraine du joug polonais, et unifier ses terres, le tzar, au contraire, la trahit, en 1667, par la Convention d'Androussiv. L'Ukraine de la rive droite du Dniepr fut livrée à la Pologne et resta en sa possession jusqu'au partage de cet Etat par la Russie, l'Autriche et la Prusse.

Les hetmans ukrainiens, Petro Dorochenko dans la deuxième moitié du xvii^e siècle, et Ivan Mazeppa au commencement du xviii^e siècle, le premier en contractant une alliance avec la Turquie et le second avec la Suède, essayèrent de refaire l'Ukraine et de la soustraire à la dépendance du joug moscovite et du joug polonais. Mais l'un et l'autre échouèrent dans leur entreprise.

Après le partage de la Pologne, la plus grande partie de l'Ukraine de la rive droite du Dniepr se trouva rattachée à

son tour à la Russie, et la Galicie resta à l'Autriche jusqu'à la dislocation de cet empire en novembre 1918. C'est alors que la Galicie se proclama en République Occidentale indépendante et, au mois de janvier 1919, se réunit à la République Ukrainienne.

Par la série des faits qui viennent d'être énumérés, nous voyons que la Pologne dans ses tentatives toujours renouvelées d'occuper l'Ukraine et de la poloniser, non seulement subit un échec, mais ayant perdu à son tour son énergie par ses propres discordes intérieures, devint la proie des puissances étrangères.

Il est très important de remarquer que la Galicie ukrainienne restée longtemps sous la domination de la Pologne, puis devenue province autrichienne, n'a cessé de subir la pression polonaise, car les Polonais appuyés par l'Autriche avaient tout pouvoir en Galicie. Malgré cela, le pays, non seulement est resté ukrainien, mais il a atteint le plus haut degré dans la renaissance nationale et culturelle, et, depuis six mois, de novembre 1918 à mai 1919, il s'est défendu par ses propres forces et ses propres moyens contre toute la Pologne.

C'est seulement depuis que l'Entente a permis le transport des troupes commandées par le général Haller en Pologne sous prétexte d'aller combattre les bolcheviks, mais, en réalité, pour lutter contre les Ukrainiens que l'armée ukrainienne de Galicie trop faible, n'ayant ni aviation, ni munitions et privée de moyens de transports, a été obligée d'abandonner le sol natal sous la pression des Polonais.

La Pologne, en reprenant sa place comme Etat dans la carte de l'Europe, comprend qu'elle n'a pas de moyens naturels et honnêtes pour attirer vers elle tout le peuple ukrainien; mais elle est convaincue cependant que du mo-

ment qu'elle a conquis par les armes et annexé des terres ukrainiennes comme la Galicie Orientale, le pays de Kholm et de Pidlachie, les peuples qui l'habitent sont d'esprit et de cœur Polonais.

Mentionnons pour mémoire que les Polonais qui ont occupé jadis la Lithuanie et une partie importante de la Puthénie-Blanche veulent les réannexer pour toujours à la Pologne.

Ainsi, au lieu de créer une Pologne unifiée, de former un organisme naturel, les Polonais répètent leur erreur historique et désirent constituer une « Pologne-Autriche » qui comprendrait 18 millions de Polonais, 5 millions d'Ukrai niens, 5 millions de Blanc-Ruthéniens, près de 2 millions d'Allemands, 3 millions de Juifs et 3 millions d'autres peuples, tels que Lithuaniens, Russes, Tchèques, etc.

Ainsi constituée, la Pologne serait donc composée d'une agglomération de peuples étrangers formant la majorité sur le peuple d'origine polonaise.

Dans ces conditions, l'Etat polonais sera des plus disparates, il ne sera jamais fort, manquera de cohésion et exigera une surveillance de tous les instants si l'on veut éviter les conflits intérieurs que ne manqueront pas de susciter tous ces peuples étrangers.

On sait d'ailleurs que la Pologne n'a jamais pu organiser l'ordre chez elle. Au cours des xvii^e et xviii^e siècles, elle a été de tous les Etats européens l'Etat le plus anarchique, le plus atteint par le désordre. De plus, les promesses polonaises au sujet des garanties à accorder aux nationalités non polonaises, pour leur libre développement par la voie de l'autonomie ne sont que des promesses, car la Pologne annexe les territoires non pour aider à leur développement, mais seulement pour les poloniser, et elle étouffe

si possible le sentiment national et la politique de ces peuples.

Dans tous les cas, le peuple ukrainien ne se soumettra jamais au partage, et se souviendra toujours que les Polonais, au moment le plus âpre de la lutte contre les bolcheviks, contre lesquels il se battait pour l'indépendance et l'intégrité de son territoire, attaquèrent par derrière l'armée ukrainienne et aidèrent les bolcheviks que l'armée polonaise conduite par Haller devait battre.

Aujourd'hui, tout le monde voit très clairement que le bruit fait par les Polonais autour d'une mauvaise volonté ukrainienne à conclure un armistice en Galicie n'est qu'un mensonge diplomatique, d'ailleurs inhabile ; les Ukrainiens avaient donné leur assentiment à cet armistice, tandis que du côté polonais on n'accepta pas la proposition de la Commission ukraïno-polonaise, de la Conférence de la Paix, et on recommença l'offensive.

Si l'Entente ne désire pas voir une nouvelle guerre en Europe Orientale, et si l'Etat qui veut créer une grande Pologne pour seconder des plans politiques, finit par comprendre qu'une Ukraine « irredenta » en Pologne ne fera qu'accroître les discordes et par là diminuer ses forces, s'il y a enfin une part de vérité dans les déclarations de l'Entente et du Président Wilson au sujet de la libre disposition des peuples à disposer d'eux-mêmes, alors la querelle historique ukraïno-polonaise, qui dure depuis des siècles, devra être tranchée très impartialement pour la justice et le bonheur des deux peuples. Si des doutes subsistent sur le sens de la volonté populaire, un plébiscite accepté par les deux parties en causé, tranchera la question et montrera si la Galicie Orientale veut être ukrainienne ou polonaise.

Les relations entre l'Ukraine et la Pologne, qui n'ont

jamais été bonnes, viennent encore d'empirer et peut-être pour longtemps. Il est indispensable de trouver un statut afin d'éviter que l'on ne soit pas obligé plus tard de résoudre par les armes cette importante et irritante question.

C'est pour cette raison que l'Entente devrait écouter l'appel de l'Ukraine à l'humanité, et reconnaître son indépendance et ses légitimes revendications.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	7
1. La libre disposition des peuples et l'Ukraine	9
2. Les droits du peuple ukrainien à l'indépendance.	15
3. Pourquoi les Ukrainiens luttent pour leur indépendance.	26
4. Organisation de l'Etat et événements politiques en Ukraine.	34
<i>a)</i> Le Pouvoir de la Rada Centrale Ukrainienne	34
<i>b)</i> Le régime de l'Hetman en Ukraine	41
<i>c)</i> Le Directoire de la République Démocratique Ukrainienne	44
5. Organisation et partis politiques ukrainiens	50
6. La Russie et les nouveaux Etats de l'Europe Orientale.	61
7. L'Entente et les Etats nouvellement formés	76
8. L'Allemagne et l'Europe Orientale	86
9. Le bolchevisme en Ukraine.	93
10. L'Entente et la lutte contre le bolchevisme en Europe Orientale	100
11. L'Europe Orientale et l'Ukraine	107
12. Ukraine et Pologne	112

Imp. ROBINET HOUTAIN, 17, rue Littré, Paris-VI^e

LRBJL'27

LRBJL'27